# ESSO S.A.F. Rapport annuel 1983

# Rapport annuel 1983

Jacques Ballet
*président d'honneur*

**Conseil d'administration**

Henri Lamaison
*président d'honneur*

Michel Kopff
*président*

Louis Chaperon
*administrateur*

Jean-Louis Pilliard
*administrateur*

Gustave Rambaud
*administrateur*

Jean Rauzier
*administrateur*

Claude Roux
*administrateur*

**Comité consultatif**

Michel Kopff
*président-directeur général*

Claude Roux
*directeur général produits pétroliers*

Jean-Maurice Esnault
*directeur*

Robert K. Meahl
*directeur*

Michel Pauwels
*directeur*

Jean Verré
*directeur général des ventes*

**Contrôleur**

Jacques Rozier

**Trésorier**

Guy Henry

**Commissaires aux comptes**

Daniel Dudon
*titulaire*

Edouard Salustro
*titulaire*

Jean-Michel Garnier
*suppléant*

*Les membres du Comité Consultatif d'Esso S.A.F. réunis autour du Président Michel Kopff*
*– à sa droite, Claude Roux, Jean Verré et Jean-Maurice Esnault,*
*– à sa gauche, Robert K. Meahl et Michel Pauwels.*

# Sommaire


3 rapport du conseil d'administration

20 rapport des commissaires aux comptes

22 filiales et participations

24 données financières

27 compte d'exploitation et compte de pertes et profits Esso S.A.F.

28 bilan Esso S.A.F.

30 bilan consolidé

32 compte d'exploitation et compte de pertes et profits consolidés Esso S.A.F. et Esso REP



Esso SOCIETE DU GROUPE EXXON

**société anonyme française**

au capital de 595 898 000 F
6, avenue André-Prothin
Courbevoie (Hauts-de-Seine)

adresse postale :
Cedex 2
92093 Paris-La Défense

documents présentés
à l'assemblée générale ordinaire
du 14 juin 1984
communiqués au comité central d'entreprise

**Déclaration de M. Michel Kopff**
Président-Directeur Général
**à l'assemblée générale d'Esso S.A.F. du 14 juin 1984**

Mesdames, Messieurs,

En 1983, pour la première fois depuis 1973, le prix du pétrole brut de référence a baissé, et ceci de façon substantielle, puisqu'il est passé de 34 dollars par baril à 29 dollars par baril. Toutefois, pour l'importateur de brut en France, la hausse du dollar par rapport au franc a progressivement effacé la baisse.

La faiblesse mondiale des marchés pétroliers, engendrée par l'excédent du potentiel de production par rapport à la demande, maintient l'industrie du raffinage dans une situation difficile. Les résultats de votre société reflètent cet état de choses, qui a été aggravé en France par les dérogations apportées par les Pouvoirs Publics à l'application de la formule de calcul des prix de nos principaux produits.

Notre raffinage a donc été encore déficitaire en 1983, bien qu'à un moindre degré qu'en 1982, année particulièrement désastreuse. En revanche, nous avons pu opérer une réduction structurelle de nos stocks pétroliers, en raison du changement de la réglementation des stocks obligatoires et du rapprochement de nos sources de brut : la production croissante de la mer du Nord remplace en effet partiellement le brut reçu du golfe Persique. Nous avons ainsi déstocké 900 000 tonnes de brut et de produits, rendant disponible un profit sur stocks accumulé depuis 1973 et mis en réserve, et nous avons réintégré dans les résultats un montant de provision pour fluctuation des cours égal à ce profit.

Malgré cet élément favorable le résultat de l'activité de raffinage-distribution reste négatif ; c'est une perte de 88 millions de francs. Mais grâce aux bons résultats d'Esso REP, dont votre société a reçu un dividende de 422 millions de francs, le résultat net d'Esso S.A.F. pour 1983 est un profit de 334 millions de francs.

Votre Conseil vous recommande d'approuver la distribution d'un dividende de 238 millions de francs égal à celui des trois années précédentes.

La faiblesse des marchés pétroliers a persisté durant la première partie de 1984. De plus, les Pouvoirs Publics n'ont pas encore complètement rétabli l'application normale de la formule des prix, ce qui aggrave pour nous l'effet de la conjoncture pétrolière défavorable. La situation du raffinage reste donc préoccupante. Avec l'ensemble de la profession pétrolière, nous demandons instamment que soient rétablies et respectées des règles équitables. La perspective de besoins d'investissements accrus - en raffinage et distribution - dans le cas d'une limitation plus sévère de la teneur en plomb dans l'essence rend encore plus urgent le rétablissement de l'équilibre financier de ces activités.

Nous avons le ferme espoir que les difficultés actuelles seront surmontées et votre société continue à s'armer pour faire face à l'avenir. Durant les années de rapide changement qui viennent de s'écouler, au cours desquelles la demande pétrolière a baissé de près de 30 %, nous avons procédé à l'ajustement de notre outil industriel et de nos structures, et nous avons entrepris la réorientation et la rénovation de nos politiques commerciales et de nos méthodes de gestion.

Notre flotte pétrolière a été réduite d'encore une unité à la fin de 1983. La raffinerie de Bordeaux a été arrêtée définitivement, et sa transformation en terminal pétrolier est en cours. Les investissements de modernisation à Fos et à Port-Jérôme se poursuivent. Nous procédons à l'allègement et à la modernisation de notre système de dépôts pétroliers. Grâce à l'informatique, nous regroupons les centres d'opérations du territoire. Nos forces de ventes ont été réorganisées et nos filiales de distribution ont été réunies en une société, Worex-Distribution. Nous poursuivons notre politique de prix modulés dans les stations-service et nous continuons à investir dans notre réseau de distribution pour le moderniser.

# Résolutions

**Assemblée Générale Ordinaire jeudi 14 juin 1984**

**Première résolution**
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1983, approuve ces rapports ainsi que le bilan et les comptes de résultats de l'exercice clos le 31 décembre 1983, tels qu'ils ont été arrêtés. Elle approuve expressément les modifications apportées à la présentation et aux méthodes d'évaluation concernant ces bilan et comptes de résultats, telles qu'elles sont explicitées dans les rapports sus-visés.

**Deuxième résolution**
L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, approuve purement et simplement lesdites conventions.

**Troisième résolution**
L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

| | |
|---|---|
| • bénéfice de l'exercice 1983 | F 334 227 834,58 |
| de la façon suivante : | |
| • réserve spéciale des plus-values à long terme | F 506 352,00 |
| • dividende | F 238 359 200,00 |
| • report à nouveau | F 95 362 282,58 |
| soit un total de : | F 334 227 834,58 |

Le dividende net ressort à F 20,00 pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 10, soit un revenu global de F 30.

Le dividende (coupon n° 50) sera payable le 29 juin 1984 aux guichets des établissements suivants :
- Banque Paribas,
- Morgan Guaranty Trust Co. of New York,
- Société Générale,
- Crédit Lyonnais,
- Banque Nationale de Paris,
- Crédit Commercial de France,
- Crédit Industriel et Commercial,
- Banque de l'Union Européenne,
- Banque Indosuez

L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

| exercice | nombre d'actions à rémunérer | dividende net | avoir fiscal | revenu global |
|---|---|---|---|---|
| 1980 | 11 917 960 | 20 | 10 | 30 |
| 1981 | 11 917 960 | 20 | 10 | 30 |
| 1982 | 11 917 960 | 20 | 10 | 30 |

**Quatrième résolution**
L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion au 31 décembre 1983 à :
MM. Louis Chaperon
Michel Kopff
Henri Lamaison
Jean-Louis Pilliard
Gustave Rambaud
Jean Rauzier
Claude Roux

**Cinquième résolution**
L'Assemblée Générale élit comme Administrateurs pour une durée expirant à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes de l'exercice 1984 :
MM. Louis Chaperon
Michel Kopff
Henri Lamaison
Jean-Louis Pilliard
Gustave Rambaud
Jean Rauzier
Claude Roux

**Sixième résolution**
L'Assemblée Générale fixe à F 250 000 le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1984.

Esso
SOCIETE ANONYME FRANÇAISE
SOCIETE DU GROUPE EXXON

Le changement est dans la nature des choses, et rien ne sera jamais figé, mais nous croyons avoir franchi des étapes décisives. Dans ces circonstances exigeantes, l'ensemble de notre personnel a fait la preuve de sa capacité d'adaptation et de son dynamisme. Sa compétence, son dévouement et sa cohésion sont des atouts majeurs pour les progrès et le succès de votre société.

Je vous avais annoncé l'an dernier la découverte de pétrole brut effectuée par Esso REP à Chaunoy près de Melun. La reconnaissance et la mise en production du champ sont menées avec célérité et nous avons eu l'heureuse surprise de devoir réviser en hausse nos premières estimations. Neuf forages ont été terminés jusqu'ici, deux autres sont en cours et les travaux sont poursuivis avec un grand souci de protection de l'environnement. Le champ produira cette année 250 000 tonnes environ, et dans l'état actuel de notre connaissance du gisement, nous pensons pouvoir atteindre une production de l'ordre de 500 000 tonnes en 1986. Ceci exigera bien entendu l'exécution d'ici là d'investissements importants en puits, conduites, stockages et moyens d'expédition.

Nos champs des Landes sont désormais en déclin, mais la croissance de la production du Bassin de Paris doit faire mieux que compenser ce déclin. Les résultats d'Esso REP devraient donc refléter progressivement les effets de la mise en production de Chaunoy, tempérés toutefois par l'inévitable progression des coûts de production et par d'éventuelles faiblesses du marché du pétrole brut. Cette découverte montre l'utilité de poursuivre l'exploration en France, malgré ses difficultés, son coût élevé, et ses risques. Esso REP va accroître encore son activité, de telle sorte que ses dépenses combinées d'exploration et de développement seront de l'ordre de 800 millions de francs cette année.

Votre filiale est à même de mener à bien un programme de cette importance, grâce à la valeur de ses méthodes de travail, au soutien technique que lui apporte le groupe Exxon, à la qualité professionnelle et à la persévérance de ses équipes, auxquelles nous devons le beau succès de Chaunoy.

# Rapport du conseil d'administration

## ENVIRONNEMENT PETROLIER NATIONAL

Avec des prix de vente insuffisants au regard des coûts et une baisse de la demande, même ralentie, cet environnement a de nouveau été défavorable en 1983.

La baisse de la consommation de produits pétroliers s'est fortement ralentie en 1983 : – 1,5 % à comparer aux – 7 % de 1982 et aux – 11,5 % de 1981. Cette baisse est imputable en quasi-totalité au fuel lourd dont les ventes ont diminué au total de 21 %, principalement en raison d'une réduction de moitié des livraisons aux centrales thermiques. Compte tenu de son faible niveau en 1983 (un peu plus de 2 millions de tonnes) ce débouché n'aura plus à l'avenir qu'une influence marginale sur le marché du fuel lourd. Les ventes d'essence et de supercarburant progressent légèrement (+ 0,6 %) et celles du gazole de 1,9 % ; quant aux livraisons de fuel domestique, elles sont voisines de celles de l'année précédente (– 1,8 %).

Dans la demande de produits pétroliers, la part du fuel lourd se réduit encore (15 % en 1983 contre 27 % en 1979) et ce déclin va se poursuivre, ce qui suppose un développement des équipements de conversion si l'on veut être en mesure de satisfaire les besoins du marché à partir des raffineries françaises.

L'adaptation du raffinage et de la distribution est en cours et des étapes importantes ont été franchies en 1983. Ainsi, la capacité totale de distillation a été ramenée de 141 millions de tonnes au 1er Janvier 1983 à 118 millions de tonnes au 1er Janvier 1984.

Compte tenu des investissements nécessaires pour poursuivre l'adaptation du raffinage, les mesures que le Gouvernement a cru devoir prendre en juillet sur certains paramètres de la formule de prix mise en œuvre progressivement à partir de mai 1982 et, plus encore, l'adoption d'un taux de change fictif pour le cours du dollar, appliqué de septembre 1983 à janvier 1984, ont revêtu une gravité particulière. Ces mesures ont provoqué au cours du deuxième semestre des pertes supplémentaires de F 1,5 milliard pour les raffineurs. C'est d'autant plus injustifié que l'application normale de la formule aurait entraîné une baisse de 6 centimes par litre sur les prix ex-raffinerie des produits contrôlés, baisse portée à 12 centimes par litre par les mesures évoquées ci-dessus. Cette volonté d'infléchir les prix, quelles qu'en soient les conséquences sur une industrie déjà fortement endettée, est par ailleurs en contradiction avec l'augmentation très importante des taxes (+ 34 centimes par litre de supercarburant).

De telles mesures replacent cette industrie dans un cadre arbitraire, limitent sa capacité d'adaptation et compromettent son avenir. En effet, les prix, leur évolution en fonction des coûts et de la demande, constituent l'un des mécanismes essentiels dans l'adaptation des structures industrielles. C'est bien ce qui a été compris par la plupart des grands pays industriels où les prix des produits pétroliers sont libres. A défaut de revenir à la liberté des prix pour les produits pétroliers, de beaucoup la meilleure solution, il est essentiel de rétablir le plein fonctionnement de la formule de prix, faute de quoi le raffinage français ne serait pas en mesure de rétablir son équilibre financier et sa capacité d'investir.

Dans une économie ouverte, c'est aux utilisateurs de choisir l'énergie la plus apte à renforcer leur compétitivité, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le pétrole a des avantages spécifiques (pouvoir calorifique élevé, usages multiples, commodité tant à la production qu'à l'utilisation, facilité de stockage) et une capacité inégalée à faire face aux variations brutales de la demande. Réduire artificiellement la consommation de fuel domestique ou de fuel lourd – en particulier par une fiscalité spécifique – entraîne des coûts supplémentaires, tant pour assurer la production et l'utilisation d'autres énergies que pour le raffinage, conduisant à des gaspillages de capital.

*Travaux de forage sur le gisement de Chauvoy découvert en 1983.*

# Environnement pétrolier international

*De 1973 à 1981, le prix du pétrole de référence, "l'Arabe Léger," est passé de 2,80 dollars le baril à 34 dollars. Une telle hausse a stimulé une utilisation plus rationnelle de l'énergie, mais elle a eu aussi un impact important sur le fonctionnement des économies et ses effets se feront sentir encore longtemps.*

*Confrontés à la baisse continue de la consommation mondiale de pétrole depuis 1979, les pays membres de l'OPEP ont ramené le prix du baril de 34 dollars à 29 dollars à partir de février/mars 1983. Ce faisant, ils ont pris acte du changement profond de la scène pétrolière entre 1973 et 1983 : l'approvisionnement des pays occidentaux dépend maintenant davantage de productions situées en dehors de la zone OPEP ; c'était l'inverse en 1973. Entre ces deux dates la part de l'OPEP est tombée de 66 % à 43 %.*

*Au niveau mondial, la production de 1983, soit 2,7 milliards de tonnes, est inférieure d'environ 200 millions de tonnes à celle de 1973, et de 500 millions de tonnes au maximum atteint en 1979. Ce déclin contraste avec l'expansion ininterrompue des années d'après-guerre. Toutefois, la diminution observée en 1983 étant très limitée : – 1 %, il est possible que cette phase de recul touche à sa fin.*

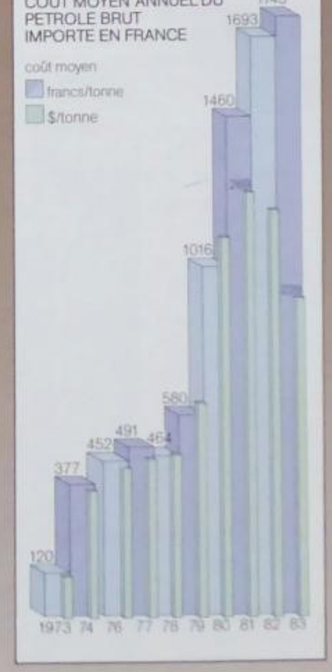
*A partir de 1979, les efforts considérables consacrés à l'exploration et au développement des nouveaux gisements ont commencé à porter leurs fruits : la production annuelle des pays à économie de marché, hors OPEP, est passée de 960 millions de tonnes à 1 100 millions. Avec 130 millions de tonnes, la mer du Nord se situe en 4e position, après les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et très près du Mexique.*

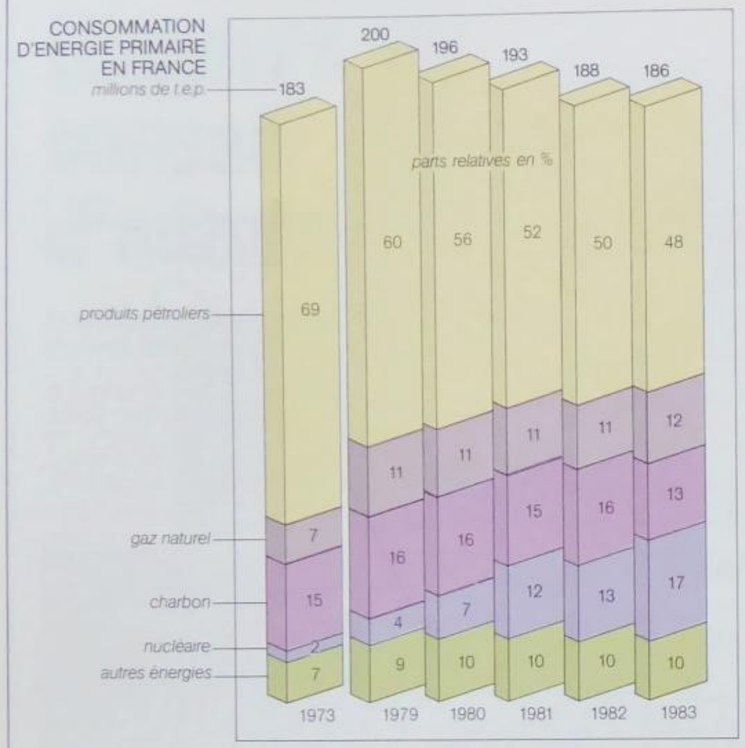
*Baisse des besoins et augmentation de la production hors OPEP ont provoqué une très forte réduction dans la zone OPEP (– 45 % en quatre ans) qui subit entièrement les fluctuations du marché et dont la capacité de production est largement sous-utilisée.*

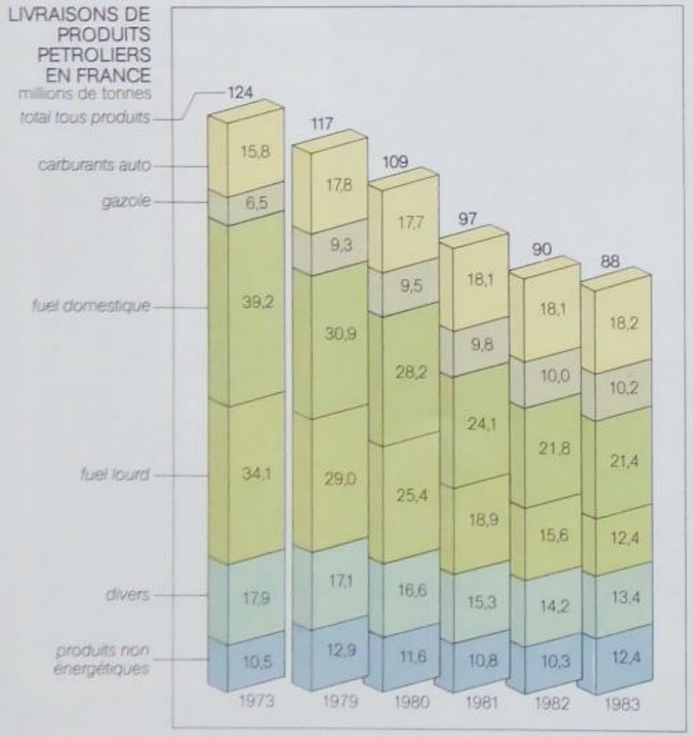
*De leur côté, les sociétés pétrolières ont été et sont encore confrontées à l'inévitable adaptation de leurs outils de transport, raffinage et distribution, en fonction d'une demande en diminution, dont la structure est de plus en plus orientée vers les produits légers, au détriment du fuel lourd. Des pas importants ont été faits dans cette voie : fin 1983, la capacité de distillation des raffineries européennes a été ramenée à 910 millions de tonnes (– 66 millions de tonnes en un an) et des sommes importantes sont régulièrement investies dans de nouvelles unités qui ont pour objet la conversion de produits lourds en produits plus légers.*

*Dans le même temps, l'industrie pétrolière a poursuivi un intense effort d'exploration et de développement de nouveaux gisements ; elle a ainsi contribué largement à améliorer la sécurité des approvisionnements des pays consommateurs.*

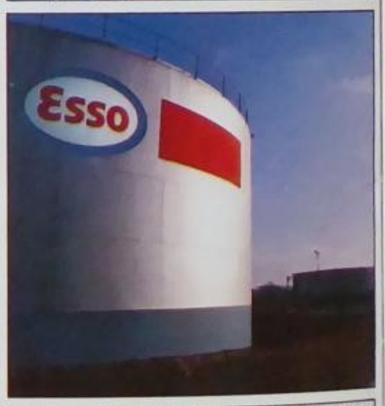
*Ce vaste redéploiement exige des investissements considérables : environ 200 milliards de dollars en 1983 au niveau mondial.*






L'industrie pétrolière a montré sa capacité à faire jouer la concurrence au profit des consommateurs et votre société a acquis sur ce point une position de leader dès l'automne 1982. Des points de vente, en nombre croissant, appliquent des rabais variables dont le montant maximum autorisé a été porté de 10 et 9 centimes par litre à 17 et 16 centimes pour le supercarburant et l'essence ordinaire à partir du 15 novembre. Ces prix différenciés permettent de refléter la très grande diversité des réseaux de distribution et de la concurrence, et laissent à l'automobiliste le choix de ses lieux et modes d'approvisionnement en fonction de ses préférences.

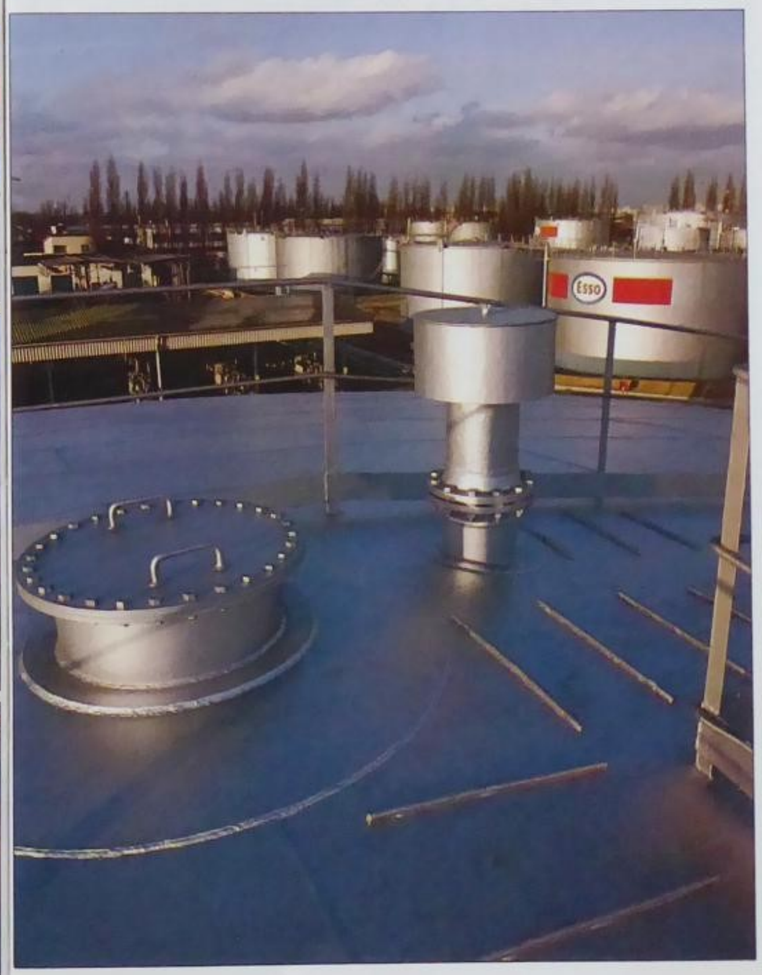


Dans ce contexte difficile, votre société a poursuivi avec détermination son action visant à préparer l'avenir et à renforcer sa capacité d'adaptation à un marché en mutation et de plus en plus concurrentiel.

Ceci concerne notamment

- La réduction des capacités de raffinage excédentaires avec l'arrêt des activités de la raffinerie de Bordeaux en juillet. Dans cette opération, les problèmes sociaux ont été abordés avec la plus grande attention. L'adaptation des effectifs s'est faite dans de bonnes conditions grâce à la solidarité des différents établissements et d'Esso REP, ce qui a permis de reclasser la plus grande partie du personnel concerné.
- La mise en place d'une nouvelle organisation commerciale capable de s'adapter rapidement à un marché en pleine évolution et de plus en plus concurrentiel.
- La poursuite et l'approfondissement de l'action lancée en octobre 1982, caractérisée par des prix à la pompe modulés en fonction de l'environnement local. L'accroissement important des ventes de carburants constaté en fin d'année dans les stations pratiquant des rabais confirme l'adéquation de cette politique aux conditions du marché.

D'autres mesures ont concerné l'optimisation du raffinage, des approvisionnements et de la gestion des stocks, en tenant compte notamment du niveau insuffisant des prix des produits contrôlés. Cela explique en particulier le recours accru à l'importation de produits finis et semi-finis plus économiques que le traitement de pétrole brut. Par ailleurs, les investissements ont concerné en priorité la modernisation du réseau commercial et des projets ayant pour objet des réductions de coûts ou des améliorations de productivité.




Esso REP a accru considérablement ses activités d'exploration et de production ces dernières années, ce qui s'est traduit par une très forte augmentation de ses investissements. Ils ont à nouveau progressé de 20 % en 1983 pour atteindre F 673 millions. Cet effort poursuivi sur une longue période a été récompensé par la découverte du gisement de Chaunoy, près de Melun. Les 5 puits forés en 1983 se sont tous révélés de bons producteurs, le gisement s'avérant être le plus important jamais découvert dans le Bassin Parisien. Il devrait permettre à Esso REP de maintenir au cours des prochaines années sa production au niveau du million de tonnes, malgré le déclin progressif des gisements landais.

Le résultat économique de l'activité raffinage/distribution, hors effet prix sur stocks, est encore largement négatif : F 668 millions. Cette perte aurait été moins importante si la formule de prix avait fonctionné normalement ; elle est aussi le reflet d'un niveau de prix déprimés en 1983 sur les marchés européens.

*Poursuite de l'effort de modernisation. Ici le dépôt de Villeneuve-le-Roi où les opérations de chargement ont été entièrement automatisées.*

# Activités de la société et de ses filiales

## EXPLORATION ET PRODUCTION ESSO REP

En 1983, les activités d'Esso REP ont augmenté de façon substantielle dans tous les domaines, ce qui s'est traduit par un volume record de ses dépenses d'exploration et de développement dont le montant s'est élevé à F 673 millions.

**Exploration : un succès dans le Bassin de Paris.**

Le domaine minier de la société s'est à la fois accru et diversifié par l'attribution de nouveaux permis et par des accords d'association avec d'autres sociétés. A la fin de l'année, Esso REP exerçait des recherches sur environ 55 000 km², dans les différents bassins sédimentaires français, tant dans des zones déjà reconnues que pour des objectifs nouveaux à terre et en mer.

Les études géologiques et géophysiques ont été activement poursuivies avec des moyens renforcés et ont porté principalement sur le Bassin de Paris et sur l'Aquitaine. La société a soutenu un haut niveau d'activité, agissant seule ou en association. Elle a ainsi acquis une meilleure connaissance de l'histoire géologique et pétrolière du sous-sol métropolitain et obtenu des résultats encourageants.

Des indices de gaz ont été observés durant le forage de Montplonne réalisé à proximité de Bar-le-Duc, dont l'objectif triasique inférieur constitue un nouvel enjeu pétrolier. Autre résultat intéressant, celui du puits de Grandville Est dont les grès rhétiens ont fourni un débit modeste mais probablement commercial de pétrole brut. Faisant suite à celle plus limitée de Donnemarie en 1979, dans les grès du Trias, la mise à jour dans les séries du même âge du gisement de Chaunoy, dans le permis de Brie, constitue un encouragement à la poursuite vigoureuse de l'exploration. A la fin de l'année, cinq forages de reconnaissance sur cette structure étaient terminés et mis en production, leur capacité de production atteignant alors 150 000 tonnes en rythme annuel.

Après la découverte du gisement de Chaunoy, mise en place de la conduite d'évacuation de pétrole brut vers la raffinerie de Grandpuits.

## Importante découverte d'Esso REP dans le Bassin Parisien

*Le gisement de Chaunoy a été découvert après douze années de recherches, cinq campagnes sismiques, seize puits d'exploration et la découverte du petit champ de Donnemarie qui produit actuellement 140 mètres cubes par jour.*

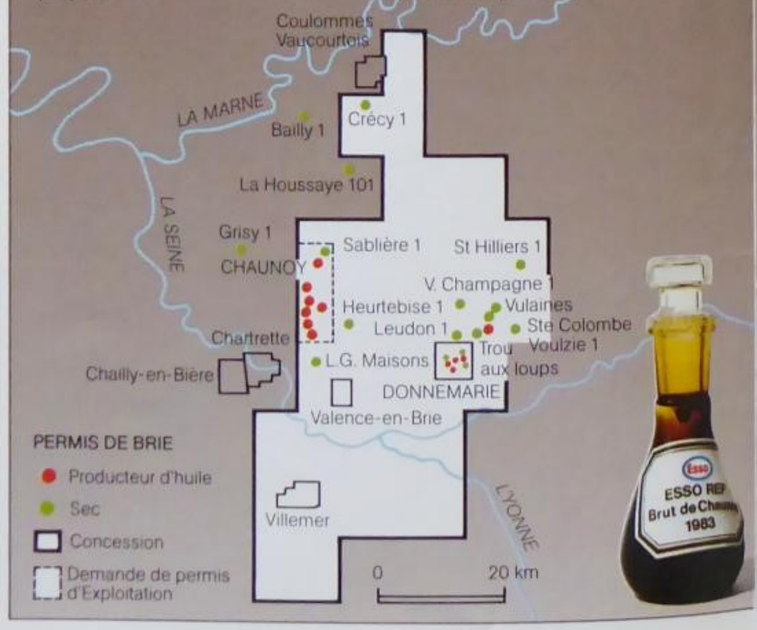
*Ce résultat est en grande partie dû à l'amélioration continue des techniques d'exploration dans leurs deux aspects principaux :*

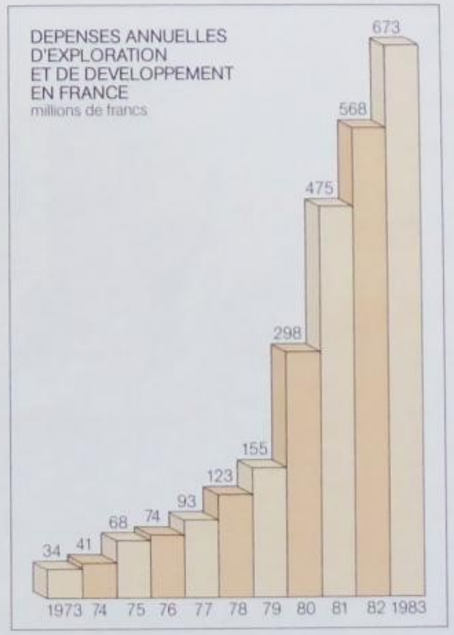
- *Nouveaux concepts géologiques, mettant en valeur l'intérêt des couches d'âge triasique.*

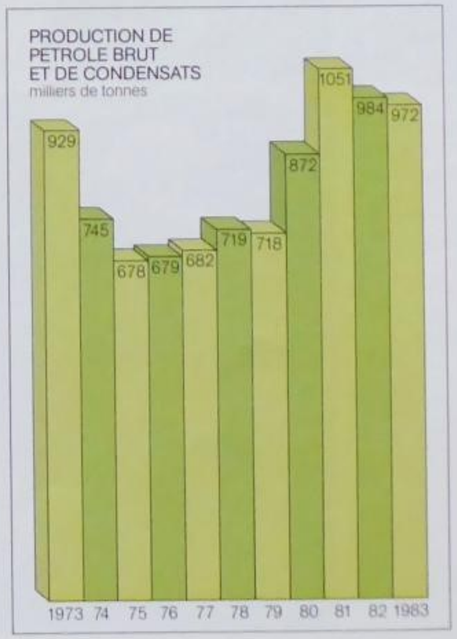
*Ces orientations nouvelles doivent beaucoup à la mise en œuvre systématique des plus récentes acquisitions de la géochimie.*

*Actuellement, les procédés d'études de la matière organique contenue dans les roches permettent de connaître avec plus de précision quelles ont pu être les sources d'hydrocarbures (roches mères) et comment a pu se réaliser la migration du pétrole vers les roches réservoirs, objectifs de l'exploration.*

- *Techniques sismiques plus performantes, convenant au faible relief qui caractérise les pièges structuraux du Bassin Parisien, souvent de l'ordre d'une vingtaine de mètres de dénivellation, ce qui oblige à une très haute précision dans les méthodes de détection utilisées. Des progrès significatifs ont été obtenus dans l'enregistrement des mesures de base, et dans le traitement mathématique appliqué au calcul des variations de vitesse des ondes sismiques.*





**Production proche du million de tonnes.**

Esso REP a poursuivi un rythme élevé d'interventions sur ses anciens champs pour freiner leur déclin naturel après 20 à 30 années d'exploitation. 33 puits de développement ont été achevés durant l'année 1983 : 23 puits sur les gisements de la région landaise – dont 15 sur le seul champ de Parentis –, 5 sur le champ de Vic Bilh permettant d'améliorer la connaissance de cette structure particulièrement complexe et 5 sur divers autres champs.

Les installations complémentaires mises en place à Vic Bilh pour assurer le traitement de la production sur le champ même permettront d'atteindre en 1984 le débit en plateau annoncé de 400 000 tonnes par an pour l'ensemble du gisement, (soit environ 100 000 tonnes pour Esso REP).

La production d'Esso REP a été de 972 000 tonnes d'hydrocarbures liquides, production voisine de celle de l'année précédente. Ce chiffre est supérieur aux prévisions en raison des premiers résultats de Chaunoy et de la révision des droits d'Esso REP sur le gisement de Vic Bilh, portés de 22 à 24,6 %.

Les champs des Landes ont représenté 81,5 % de la production totale, ceux du Midi-Pyrénées, essentiellement Vic Bilh, 10,1 % et ceux du Bassin de Paris 8,4 % seulement. Ces pourcentages évolueront de façon significative en 1984 en raison de la rapide mise en exploitation de Chaunoy, dont la production devrait atteindre 215 000 tonnes en 1984 et 300 000 tonnes en 1985. Ceci permettra de maintenir pour le moyen terme la production de pétrole brut de la société aux environs du million de tonnes.

## ACTIVITES LOGISTIQUES ET INDUSTRIELLES

En 1983, l'activité des raffineries a de nouveau reflété l'évolution des ventes de produits pétroliers en baisse sur l'année précédente.

L'évolution de la demande depuis 1979 a conduit à l'arrêt des opérations à la raffinerie de Bordeaux à partir du mois de juillet, tandis que la principale unité de la raffinerie de Fos n'a fonctionné qu'une partie de l'année.

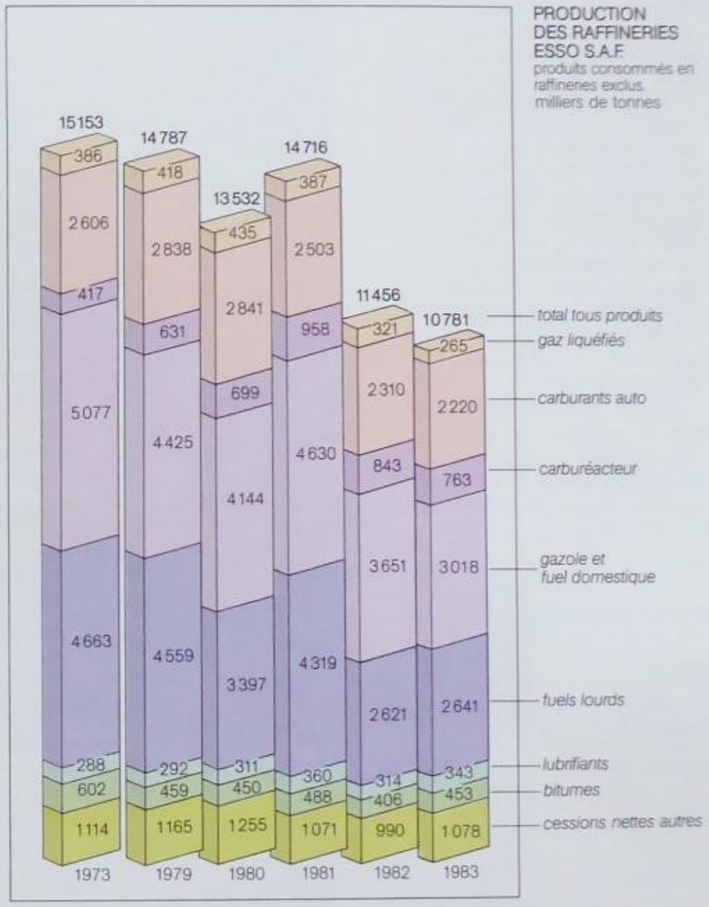
Le pétrole brut en provenance de la mer du Nord dont le groupe Exxon est l'un des principaux producteurs, a pris une place importante (25 %) dans les approvisionnements, provoquant un recul marqué des bruts du Moyen-Orient.

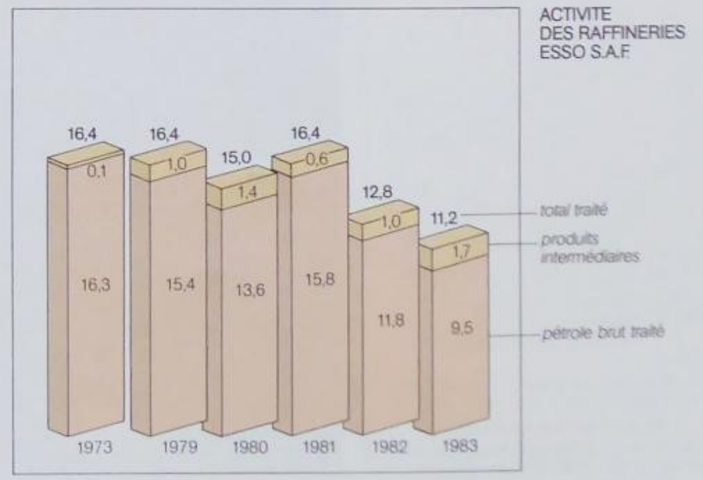
Après l'achèvement des grands projets des années précédentes, les investissements dans le raffinage ont atteint F 102 millions. Une partie a concerné des travaux visant à économiser l'énergie.

*50e anniversaire de la raffinerie Esso de Port Jérôme présidé par Michel Kopff, Président-Directeur Général, suivi d'une journée "porte ouverte".*

*A l'usine de lubrifiants de Port-Jérôme, le nouveau Système de Gestion Automatisée permet de traiter directement l'exécution des commandes et leur expédition.*

Par ailleurs, la capacité d'expédition de produits de la raffinerie de Port-Jérôme a été sensiblement accrue par le réaménagement d'un pipeline désaffecté entre cette raffinerie et Le Havre.



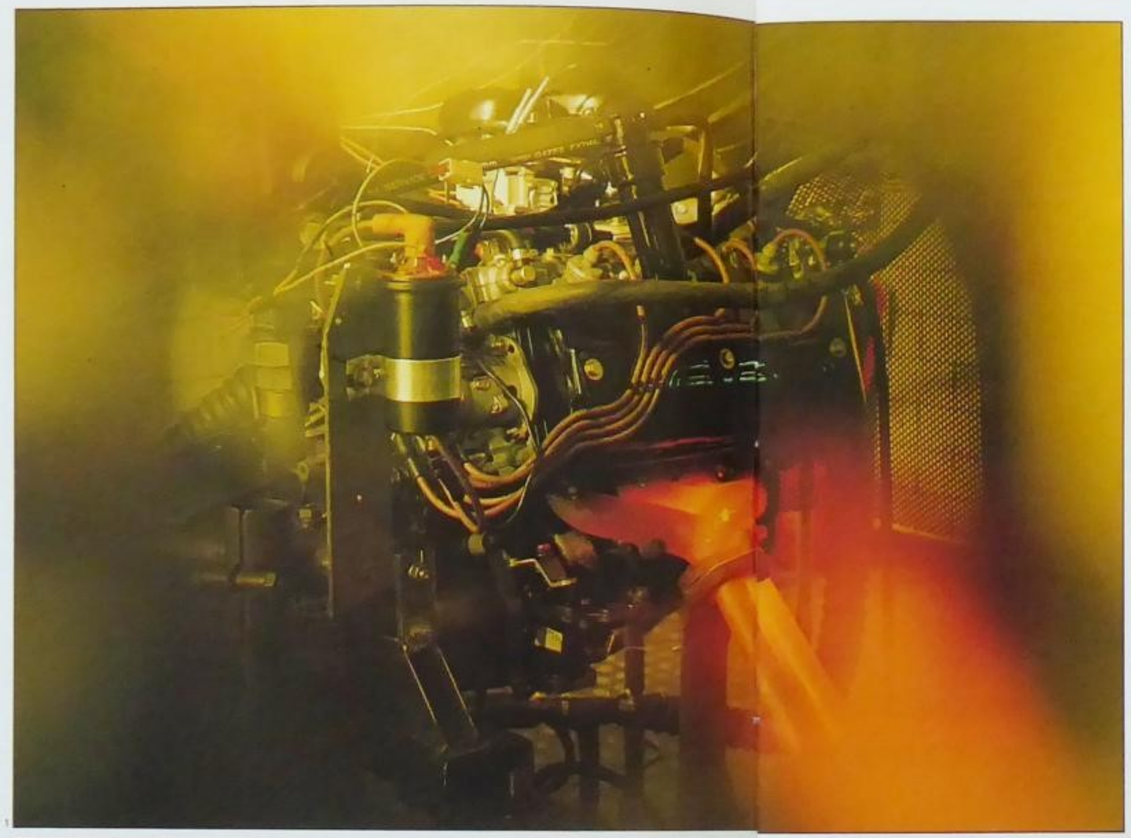



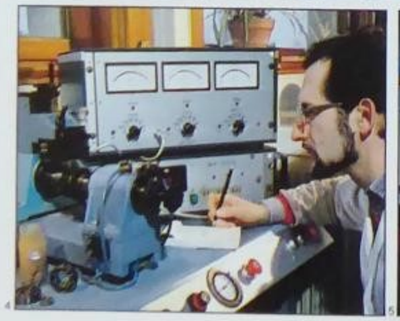
Dans le domaine des transports maritimes, la baisse des besoins s'est poursuivie en 1983. A la réduction des tonnages, s'est ajoutée la diminution des distances parcourues résultant du recours accru aux bruts de la mer du Nord. L'Esso Provence, navire de 250 000 tonnes de port en lourd, a été désarmé en décembre ; après ce retrait, la flotte de haute mer se compose de 4 navires d'un port en lourd total dépassant le million de tonnes. Grâce aux améliorations diverses, notamment sur les appareils propulsifs, effectuées ces dernières années, la consommation d'énergie de ces navires se trouve réduite de 17 %, toutes choses égales par ailleurs.

Par contre, le développement des mouvements de produits raffinés s'est répercuté sur l'activité des deux caboteurs qui ont transporté 1 250 000 tonnes de produits divers en 76 voyages.

**Pétrole brut traité en 1983**

| Origine | millions de tonnes | % |
|---|---|---|
| France | 0,9 | 9,5 |
| Mer du Nord | 2,4 | 25,3 |
| Moyen-Orient | 5,5 | 57,8 |
| Divers | 0,7 | 7,4 |
| **Total** | **9,5** | **100** |





*Au Centre de Recherche Esso de Mont-Saint-Aignan*

*1 - 2 - 3. travaux sur la lubrification des moteurs*

*4. mise au point de nouvelles graisses avec mesure de bruit des roulements*

*5 - 6. étude sur les additifs Paramins*

*7. étude sur les propriétés rhéologiques des bitumes contenant du caoutchouc broyé*

## RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

En 1983, les dépenses de recherche effectuées au Centre de Recherche Esso de Mont-Saint-Aignan ont atteint F 70 millions. Les travaux réalisés ont porté principalement sur l'amélioration de la qualité des produits et le développement de leurs utilisations, les économies d'énergie, la protection de l'environnement et l'hygiène industrielle. 16 brevets ont été déposés.

En particulier, une nouvelle huile moteur "Uniflo +" aux performances améliorées en matière de protection des moteurs et d'économie de carburant est commercialisée en France après avoir reçu l'agrément de constructeurs automobiles.

Une nouvelle génération d'additifs pour fluides de transmissions automatiques a reçu l'approbation de clients importants.

La promotion du nouveau liant routier à base de bitume Esso et de caoutchouc broyé, lancé en 1982, a été poursuivie. Ce liant, commercialisé par la Société Beugnet et dénommé "Flexochape", a connu un large développement dans le domaine des membranes gravillonnées assurant à la chaussée une bonne étanchéité et une adhérence sensiblement améliorée pour les véhicules. Parallèlement, la mise au point de son utilisation en enrobé drainant, réduisant nettement à la fois le bruit et les projections d'eau par les véhicules, s'est poursuivie avec pour objectifs l'amélioration de la sécurité des automobilistes et du confort des riverains des voies à fort trafic en zone urbaine.

## ACTIVITES COMMERCIALES

Sur le marché des carburants auto, la société a poursuivi l'action en matière de politique de prix qu'elle a initiée en octobre 1982, ce qui a entraîné une augmentation importante des ventes dans les stations pratiquant des rabais.

Dans un marché beaucoup plus concurrentiel et fluide que par le passé, la restructuration de l'ensemble des réseaux de distribution s'est poursuivie.

Votre société a lancé en 1983 un important programme de modernisation allant, dans beaucoup de cas, jusqu'à la reconstruction complète de stations-service. Cette modernisation doit faciliter l'accès aux pompes des automobilistes, dans un environnement architectural et esthétique très amélioré, tout en mettant à la disposition de la clientèle dans la chaîne "Esso Shop" une gamme de produits élargie.

Sur le marché du gazole et du fuel lourd, votre société a volontairement abandonné certains débouchés lorsque les prix étaient trop dégradés.

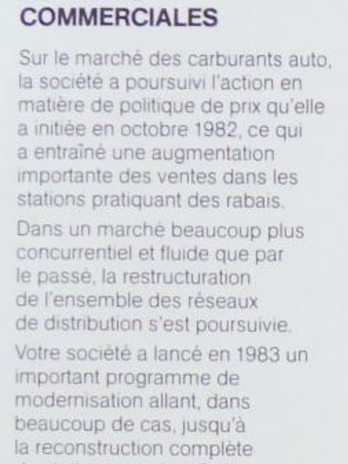
Les ventes de lubrifiants sur le marché intérieur sont restées stables.

Le lancement de l'"Uniflo +" se déroule avec succès. Ce lubrifiant pour moteurs à essence assure une protection encore améliorée des moteurs et des économies de carburant accrues.

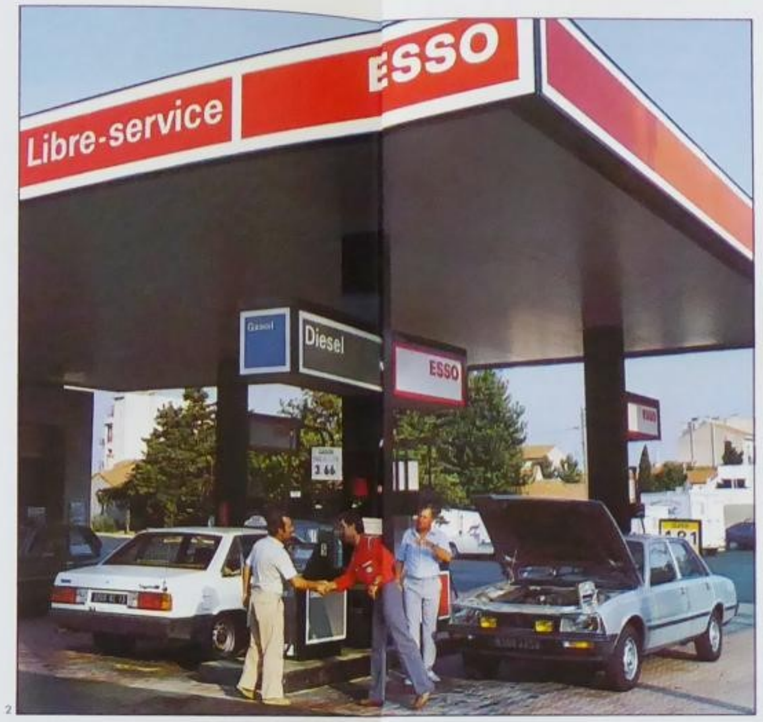
La société a maintenu sa position commerciale sur les bitumes et l'a légèrement améliorée sur le carburéacteur et les soutes.

Pour s'adapter à un marché des produits pétroliers en pleine évolution, la société a restructuré la Direction Générale des Ventes, aussi bien en ce qui concerne l'activité vente proprement dite que la logistique assurant l'approvisionnement de la clientèle à partir des raffineries ou des dépôts.

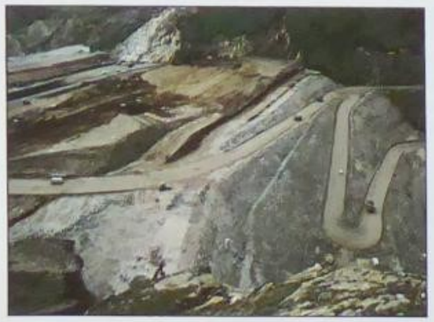
Ce programme, orienté vers l'allègement des structures, l'accélération des temps de réponse de l'organisation et un meilleur contrôle de ses opérations, fera appel à d'importants moyens informatiques jusque dans les stations-service.



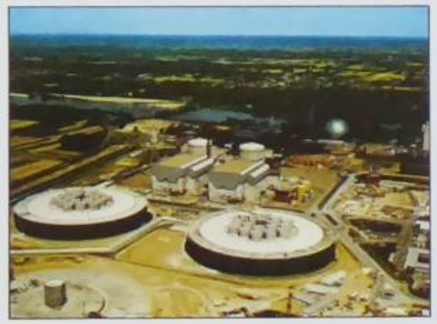

1 et 2 - Stations-service Esso aux nouvelles normes mondiales Esso/Exxon




| **Ventes totales d'Esso S.A.F.** correspondant au chiffre d'affaires commercial | **1981** | | **1982** | | **1983** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | milliers de tonnes | % | milliers de tonnes | % | milliers de tonnes | % |
| gaz liquéfiés | 442 | 3,0 | 418 | 3,4 | 373 | 3,3 |
| carburants auto | 2 658 | 18,1 | 2 449 | 19,8 | 2 382 | 21,3 |
| pétrole, essence aviation et carburéacteur | 887 | 6,1 | 831 | 6,7 | 761 | 6,8 |
| gazole | 1 683 | 11,5 | 1 528 | 12,4 | 1 303 | 11,6 |
| fuel domestique | 3 160 | 21,5 | 2 631 | 21,3 | 2 568 | 22,9 |
| fuels lourds | 4 914 | 33,5 | 3 616 | 29,3 | 2 933 | 26,3 |
| lubrifiants | 377 | 2,6 | 373 | 3,0 | 374 | 3,3 |
| bitumes et émulsions | 544 | 3,7 | 513 | 4,1 | 500 | 4,5 |
| **total produits finis** | **14 665** | 100,0 | **12 359** | 100,0 | **11 194** | 100,0 |
| autres produits (essentiellement produits de base vendus à l'industrie chimique) | 1 948 | | 1 533 | | 1 238 | |
| **total** | **16 613** | | **13 892** | | **12 432** | |
| dont exportations et soutes étrangères | 3 526 | | 1 989 | | 1 399 | |



– Au barrage de Grandmaison dans l'Isère, Esso assure la lubrification et l'approvisionnement en carburants du matériel de travaux publics.



– L'huile isolante utilisée pour le remplissage des transformateurs de la Centrale Nucléaire de Chinon fait partie d'une gamme de produits spéciaux mis au point par le Centre de Recherche Esso de Mont-Saint-Aignan et fabriqués par la raffinerie de Port-Jérôme.

– Chaînes de montage Peugeot. Esso fournit l'huile moteur dans le cadre de l'accord de précontisation conclu entre les deux sociétés.

## RELATIONS HUMAINES

Les mutations profondes du marché français des produits pétroliers ont amené Esso S.A.F. à adapter ses ressources humaines au niveau de ses activités. La réduction des effectifs rendue nécessaire a été pour l'essentiel la conséquence d'une restructuration de la Direction Générale des Ventes et de l'arrêt des opérations à la raffinerie de Bordeaux.

Un plan spécial de départ a concerné en 1983 une centaine de collaborateurs de la Direction Générale des Ventes âgés de 55 à 60 ans et a été offert au personnel de la raffinerie de Bordeaux qui ne désirait pas bénéficier des possibilités de reclassement dans les autres établissements de la société.

Compte tenu de la priorité maintenue en 1983 au reclassement du personnel, le rythme des recrutements a été réduit aux engagements nécessités par le rajeunissement de l'organisation et à quelques besoins spécifiques qui ne pouvaient pas être satisfaits par mouvements internes.

En application d'un accord d'entreprise, la durée du travail posté en 3 x 8 continu a été réduite pour s'établir à 35 heures de travail par semaine en moyenne, sans diminution de salaire.

La mise en place de groupes d'expression se fait progressivement après formation des animateurs.

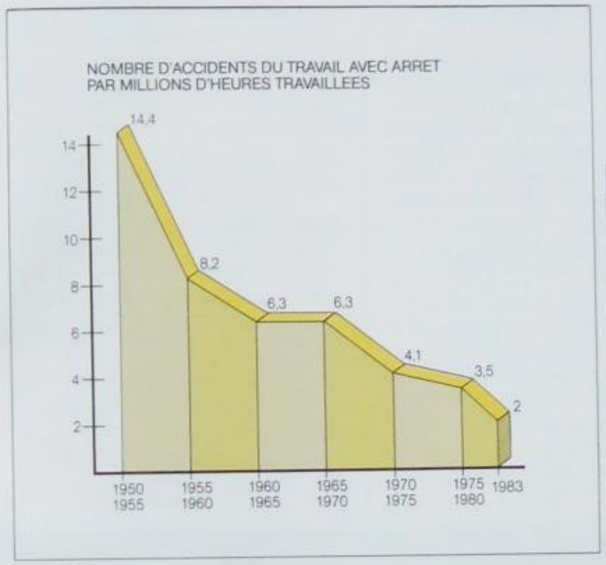
| | 1982 | 1983 |
|---|---|---|
| **Effectifs** au 31 décembre (marins compris) | 4 170 | 3 938 |
| **Engagements** (marins compris) | 74 | 96 |
| **Promotions internes** | 573 | 495 |
| **Salaires** (évolution de décembre à décembre) | | |
| • Augmentation de la rémunération moyenne : | | |
| – pour le personnel en place durant toute l'année | % 11,6 | 10,9 |
| – sur l'effectif total | % 10,4 | 9,9 |
| • Augmentation du coût de la vie | % 9,7 | 9,3 |
| **Intéressement*** en % des salaires | 3,8 | 2,9 |
| **Activités de formation** | | |
| • en % des salaires | 2,1 | 1,7 |
| • en % du temps de travail | 1,6 | 1,2 |
| **Accidents de travail** | | |
| • Nombre par million d'heures travaillées | 2,6 | 2,0 |

*Conformément aux dispositions de l'accord de groupe sur l'intéressement, la société a acheté en 1983 au titre de l'intéressement 1982, 2 600 actions Esso, représentant 0,022 % du capital au cours moyen de F 206,75, plus des frais d'acquisition totaux de F 6 934. Après attribution aux salariés, la société détient au 31 décembre 1983, 180 actions pour une valeur totale de F 37 215 (valeur nominale totale de F 9 000).*

*Deux livres sur le pétrole ont été rédigés et publiés en 1983 par Esso, en collaboration avec deux éditeurs :*
*– "Le pétrole, tout ce qu'il faut en savoir aujourd'hui" édité chez Nathan.*
*– "Cette roche nommée pétrole" édité chez Belin.*

Sur le plan de la formation et de la communication, plus que jamais nécessaires dans un contexte d'évolution rapide des technologies, l'adaptation du personnel aux nouvelles structures d'organisation a fait l'objet d'un effort particulier de formation.

Les résultats de 1983 en matière de sécurité sont les meilleurs jamais enregistrés avec 16 accidents du travail avec arrêt et un taux de fréquence de 2,0 accidents par million d'heures travaillées. Cette amélioration résulte d'une participation et des actions du personnel en liaison avec des programmes spécifiques englobant tous les éléments qui concourent à la sécurité des hommes au travail.



*Exercice de lutte contre le feu avec un nouveau matériel à la raffinerie Esso de Fos-sur-Mer.*

*Esso a mené à bien les actions originales de communication interne lancées dès 1982. Dans un contexte conjoncturel difficile, l'objectif de la Direction Générale était de rendre le personnel de la société plus averti des mécanismes économiques essentiels de l'entreprise et de son environnement. Cette action a permis aux membres du personnel de prendre conscience de la situation propre d'Esso, des difficultés du raffinage et de la distribution, et leur a fourni la possibilité de discuter des questions économiques dans leur cadre de travail.*

*Pour cela, on a préféré aux sessions de formation classique, nécessairement longues, des réunions animées par des membres de l'encadrement, tenues aussi près que possible des lieux de travail. Les cadres qui avaient accepté le rôle d'animateur avaient reçu au préalable la formation pédagogique et le complément de connaissances économiques nécessaires. La phase d'initiation aux mécanismes économiques de l'entreprise et de son environnement comprenait trois réunions d'une demi-journée chacune. Chaque séance comportait un audiovisuel pour amorcer le dialogue, des commentaires de l'animateur, des apports du groupe suscités par cet audiovisuel et enfin un deuxième audiovisuel de synthèse intégrant les concepts économiques usuels.*

# Communication interne : priorité à la formation économique

*Cette première phase portait sur des notions essentielles telles que : l'entreprise est au service du marché, elle doit générer plus de richesses qu'elle n'en consomme, elle doit s'adapter en permanence à son environnement. En outre, l'acquisition d'un langage commun dans le domaine économique permet de mieux comprendre l'information reçue non seulement de l'intérieur, mais aussi celle provenant de l'extérieur et facilite la communication au sein de l'entreprise. L'ensemble du programme est maintenant mis à la disposition des entreprises par le canal du C.N.P.F.*

*La deuxième phase a consisté à présenter, toujours en petits groupes, un audiovisuel sur les résultats financiers de la société en 1982, complété par les commentaires d'un animateur. Des présentations semblables seront poursuivies à l'avenir.*

## FILIALES

Outre sa principale filiale Esso REP, Esso S.A.F. avait au 31 décembre 1983 une participation de plus de 50 % dans les sociétés suivantes :

- la Société Immobilière Paris-Niel, propriétaire de stations-service ;
- l'Office Privé d'Assurances et de Courtages qui négocie et gère les polices d'assurances des sociétés du groupe Exxon en France ;
- la Société Worex Distribution, société de distribution de combustibles liquides et solides ;
- la Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales qui assure la gestion de cartes de crédit et de tickets-route ;
- la Société Hôtelière de la Petite Campagne qui exploite un immeuble destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

Les renseignements concernant les activités de ces filiales figurent à la suite de ce rapport.

## ASPECTS FINANCIERS

Les recettes totales hors taxes se sont élevées à F 37 876 millions dont F 26 229 millions de chiffre d'affaires commercial hors taxes, F 11 452 millions d'autres recettes (y compris les transactions compensées) et F 195 millions de produits financiers et accessoires. Ces montants s'entendent hors dividende reçu d'Esso REP.

Les charges d'exploitation ont atteint F 37 003 millions (y compris les transactions compensées). La dotation aux amortissements incluse dans ces charges a été, comme l'année précédente, limitée au minimum légal, soit F 319 millions dont F 21 millions sur écart de réévaluation.

Compte tenu d'une diminution de la valeur des stocks de F 1 599 millions, le résultat d'exploitation avant dividende reçu d'Esso REP est une perte de F 726 millions.

La diminution de valeur des stocks résulte des deux facteurs suivants :

- Une diminution de F 100 millions de valeur des stocks à volume constant (effet prix sur stocks) liée à la baisse du cours du pétrole brut.
- Une diminution de F 1 499 millions due à une baisse importante et structurelle du volume des stocks provenant d'un changement de la réglementation sur les stocks obligatoires, de la régression du marché pétrolier et du rapprochement des sources d'approvisionnement en pétrole brut. Cette réduction de volume a rendu disponible un profit sur stocks qui avait été accumulé au cours des années 1973 à 1982 en période de forte hausse du cours du pétrole brut. Or, la provision pour fluctuation des cours des matières premières (PFC) avait permis de mettre en réserve une partie de ce profit sur stocks en raison de son caractère indisponible. Un profit de F 580 millions étant rendu disponible par suite du déstockage, un montant correspondant de PFC a été réintégré dans le résultat en plus du montant de F 100 millions destiné à compenser la perte sur stocks de l'exercice. C'est donc un total de F 680 millions de PFC qui a été réintégré dans le résultat.

Après cette réintégration et compte tenu d'un solde négatif de F 42 millions de pertes et profits divers, le résultat net comptable hors dividende reçu d'Esso REP est une perte de F 88 millions. Après prise en compte du dividende reçu d'Esso REP (F 422 millions), le résulat net s'élève à F 334 millions.

Hors effet prix sur stocks et hors réintégration de PFC, le résultat économique des activités raffinage et distribution, qui représente le résultat des activités courantes de l'exercice, est une perte de F 668 millions qui se compare à une perte de F 1 847 millions pour l'année 1982.

Les besoins totaux de financement ont été de F 501 millions constitués par :

- les dépenses d'investissements pour F 263 millions,
- le dividende payé en 1983 de F 238 millions.

Ces besoins, compte tenu d'un déficit de F 27 millions de la marge brute d'autofinancement, ont été financés par :

- une diminution des valeurs d'exploitation de F 1 599 millions,
- une diminution des valeurs réalisables ou disponibles de F 50 millions,
- des ressources diverses de F 24 millions.

Il en est résulté une diminution de l'endettement de F 1 145 millions, dont F 923 millions d'endettement à long terme.

## RESULTATS

Les comptes de résultats et le bilan établis au 31 décembre 1983, vous sont présentés en annexe :

Ils font apparaître
un bénéfice de ..... F 334,2 millions

dont il vous sera proposé de donner l'affectation suivante :

- réserve spéciale des plus-values à long terme ..... F 0,5 million
- dividende ..... F 238,4 millions
- report à nouveau .. F 95,3 millions

total ..... F 334,2 millions

Pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 de nominal, le dividende net ressort à F 20,00 auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 10,00, soit un revenu global de F 30,00.

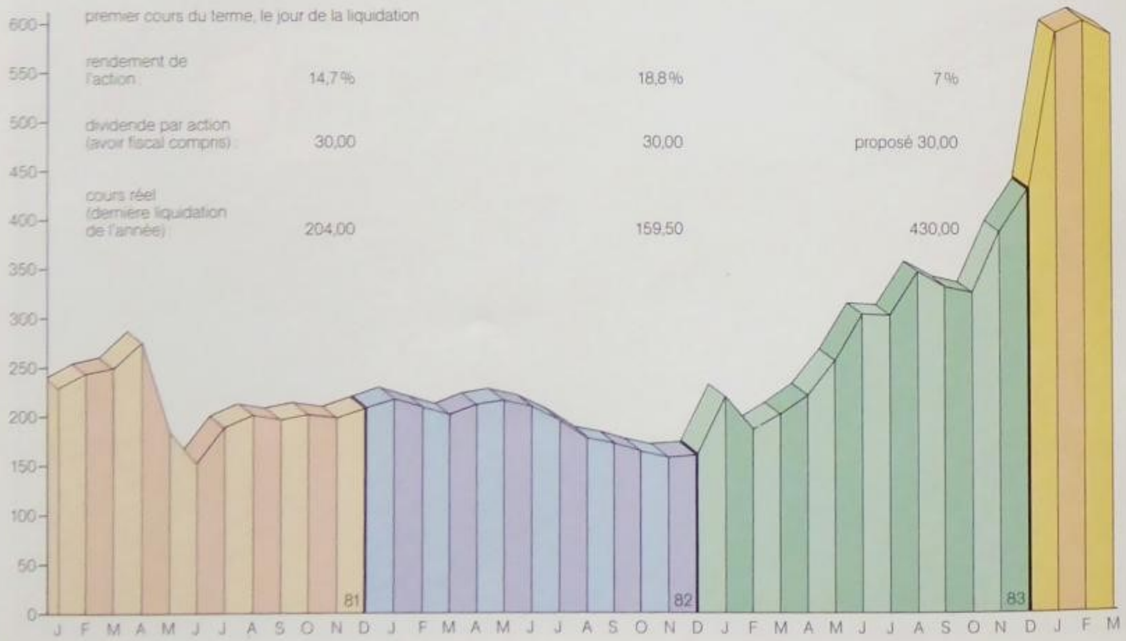
Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

| Exercice | nombre d'actions | dividende net par action | avoir fiscal | revenu global |
|---|---|---|---|---|
| 1980 | 11 917 960 | 20,00 | 10,00 | 30,00 |
| 1981 | 11 917 960 | 20,00 | 10,00 | 30,00 |
| 1982 | 11 917 960 | 20,00 | 10,00 | 30,00 |

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1983, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION D'ESSO S.A.F.



# Rapport des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous avez bien voulu nous confier lors de votre assemblée générale ordinaire du 16 juin 1983, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les comptes de l'exercice 1983.

Nos travaux ont été conduits conformément aux recommandations de la profession. Ils ont comporté dès lors les vérifications, sondages et recoupements qui nous sont apparus comme nécessaires.

Le bilan et les comptes de résultats qui vous sont soumis se présentent sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les méthodes d'évaluation qui ont été mises en œuvre pour leur élaboration, il y a lieu d'apporter les précisions ci-après :

1. Pour la deuxième année consécutive, les amortissements d'immobilisations ont été limités au minimum légal ; la dotation s'établit ainsi à F 297 millions alors qu'elle aurait atteint F 465 millions environ si la société avait été à même de recourir à nouveau au système dégressif, sans rattrapage.

2. L'arrêt total de l'activité à la raffinerie de Lorraine a entraîné la constitution d'une provision pour dépréciation des titres de participation chiffrée à F 12 millions et celle d'une indemnité de résiliation de contrat à la charge de votre société pour F 16 millions.

3. Pour les raisons exposées dans le rapport de vos dirigeants sociaux et tenant essentiellement à une baisse importante et structurelle du volume des stocks, une reprise anticipée de F 680 millions a été opérée sur la provision pour fluctuation des cours des matières premières, laquelle subsiste après coup au bilan pour F 4242 millions.

Le compte-rendu de votre conseil d'administration fournit les précisions voulues sur la détermination du résultat courant des activités de raffinage-distribution après la neutralisation de cette reprise et de l'effet prix sur stocks.

4. De son côté, la provision pour hausse des prix n'a été alimentée par aucune dotation.

5. Par suite de la réorganisation de la direction générale des ventes, une provision pour départs anticipés a été constituée pour un montant de F 12 millions correspondant aux charges induites par le personnel ayant de ce fait cessé son activité en 1983.

6. Enfin, la société a complété la provision pour congés payés au 31 décembre 1983 en y incluant les droits acquis et non encore utilisés par le personnel au titre de la période de référence 1982/1983 (F 32 millions).

Cela étant, les états de synthèse sur lesquels vous avez à vous prononcer aboutissent à un bénéfice net de 334 227 835 F, le bilan se totalisant à 12 749 190 579 F.

Nous nous sommes assurés de la sincérité des informations de caractère comptable et financier mentionnées dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents annexés à ce rapport.

Enfin, dans le cadre des prescriptions de l'article 356 de la loi sur les sociétés commerciales, il nous appartient de porter à votre connaissance que la société a pris une participation de 39,98 % dans le capital de la Société du Dépôt Pétrolier d'Hauconcourt.

En résumé, compte tenu des travaux qu'il nous a été possible de mener pour le contrôle des comptes de votre société, nous n'avons relevé aucune irrégularité ou inexactitude de nature à mettre en cause le bien-fondé des documents offerts à votre approbation.

Nous estimons dans ces conditions être en mesure de certifier la régularité et la sincérité du bilan, du compte d'exploitation générale et du compte de pertes et profits tels qu'ils sont arrêtés à la date du 31 décembre 1983.

Paris, le 16 avril 1984

Daniel Dudon — Edouard Salustro

## RAPPORT SPÉCIAL

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport prévu aux articles 103 de la loi du 24 juillet 1966 et 92 du décret du 23 mars 1967 concernant les conventions avec des sociétés ayant avec la vôtre des dirigeants communs et qui ont été conclues au cours de l'exercice écoulé après autorisation de votre conseil d'administration ou qui, déjà approuvées lors d'exercices antérieurs, se sont poursuivies en 1983 (montants exprimés hors taxe).

### I. CONVENTIONS AUTORISÉES EN 1983

**1. Avec la Société Esso Chimie**
(Administrateurs concernés :
MM. L. Chaperon, M. Kopff et H. Lamaison) :

– Annulation de quatre conventions de location de parcelles à Port-Jérôme (conventions des 25 novembre 1969, 22 février 1980 et 29 juin 1981) et regroupement en un seul bail en date du 22 décembre 1983 d'une durée de 12 ans avec effet du 1er janvier 1982, le loyer annuel étant fixé à 1 780 394 F, sous réserve d'un complément au titre de 1982 de 444 116 F (Conseil du 25 mars 1983).

**2. Avec la Société Esso REP**
(Administrateur concerné : M. M. Kopff) :

– Avenant N° 17 du 26 octobre 1983 à la convention d'avance de trésorerie du 27 mars 1969 prorogeant sa durée jusqu'au 31 décembre 1984 avec maintien du plafond à 950 MF (Conseil du 23 septembre 1983)

**3. Avec la Société Worex Distribution**
(Administrateur concerné :
M. J. Rauzier jusqu'au 6 mai 1983).

– Avenant du 28 juin 1983 à la convention de location d'un dépot pétrolier à Villedieu-les-Poëles (Manche) du 1er août 1976, le loyer annuel étant porté à 10 875 F à compter du 1er août 1982 (Conseil du 25 mars 1983).

**4. Avec la Société Esso Europe Inc.**
(Administrateur concerné : M. M. Kopff) :

– Annexe du 28 septembre 1983 à la convention de services du 27 juin 1978 concernant une nouvelle répartition des frais d'Esso Europe entre les sociétés opérationnelles et Exxon Corporation, applicable à compter du 1er janvier 1983 (Conseil du 23 septembre 1983).

**5. Avec la Société du Caoutchouc Butyl « Socabu »**
(Administrateur concerné : M. L. Chaperon) :

– Résiliation de la convention de location d'un bureau à La Défense avec effet du 30 juin 1982 (Conseil du 28 janvier 1983).

### II. CONVENTIONS ANTÉRIEUREMENT APPROUVÉES S'ÉTANT POURSUIVIES EN 1983.

**1. Avec la Société Esso Chimie :**

– Entraide administrative : 9 465 263 F, entraide à Port-Jérôme : 49 903 728 F, services rendus par la direction générale des ventes d'Esso S.A.F. : 185 252 F.

– Avances de trésorerie d'Esso Chimie : 187 975 908 F au 31 décembre 1983 ; intérêts supportés pour 1983 : 5 230 905 F ; intérêts reçus pour 1983 : 2 475 407 F.

– Recherches et développement : 3 907 608 F.

– Ventes de produits pétroliers et assimilés concernant l'exploitation de Port-Jérôme par Esso S.A.F. : 1 744 525 571 F, par Esso Chimie : 564 751 381 F.

– Achats d'additifs pour produits pétroliers à Esso Chimie : 102 897 843 F.

– Baux de Marquette-lez-Lille : 64 000 F et de Collonges-au-Mont-d'Or : 247 362 F.

– Prêt en vue de la construction d'une unité de traitements soufrés avec Hoechst France : 4 725 000 F ; intérêts perçus pour 1983 : 680 400 F.

– Sous-location par Esso S.A.F. de bureaux dans l'immeuble CB 13 sis à Courbevoie, 31, Place des Corolles : 540 191 F.

– Mise à disposition d'Esso S.A.F. des services nécessités par sa présence dans l'immeuble précité moyennant le remboursement de frais : 876 456 F.

**2. Avec la Société Esso REP :**

– Entraide administrative : 3 618 146 F.

– Achat de pétrole brut : 1 630 481 818 F.

– Achat de condensats provenant des gisements de gaz d'Ucha : 14 362 981 F.

– Achat de gaz : 2 835 699 F.

– Avances de trésorerie par Esso REP au 31 décembre 1983 : 638 677 191 F ; intérêts supportés en 1983 : 63 405 796 F.

– Location de bureaux à Bègles : 485 278 F.

– Location de parcelles de terrain à usage de parc de stockage sis à Ambès : 40 000 F.

**3. Avec la Société Worex Distribution :**

– Prêt de 34 MF au 31 décembre 1983 par Esso S.A.F. ; intérêts perçus en 1983 : 4 463 712 F.

– Avances de trésorerie au 31 décembre 1983 : 314 320 029 F ; intérêts perçus pour 1983 : 14 250 334 F ; intérêts supportés pour 1983 : 294 604 F.

– Entraide administrative : 9 648 151 F.

– Location de dépôt pétrolier à Villedieu-les-Poëles : 11 644 F.

**4. Avec la Société Esso Europe Inc. :**

– Services facturés à Esso S.A.F. en 1983 : 44 495 472 F, sous déduction d'un ajustement pour 1982 (730 673 F).

**5. Avec la Société du Caoutchouc Butyl « Socabu » :**

– Assistance administrative : 134 274 F.

**6. Avec la Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers**
(Administrateur concerné :
M. J. Rauzier jusqu'au 5 mai 1983) :

– Prêt à la Société Esso S.A.F. au 31 décembre 1983 : 1 078 000 F ; intérêts supportés en 1983 : 92 195 F.

Par ailleurs, les accords existant entre Esso S.A.F., Esso Chimie et Socabu pour le fonctionnement du Groupement d'intérêt économique Esso Energie se sont poursuivis en 1983, une convention du 15 février 1983 ayant précisé les conditions d'approvisionnement en produits pétroliers et sous-produits en provenance des sociétés Esso S.A.F. et Esso Chimie.

Votre conseil d'administration a considéré que toutes autres conventions qui ont pu être passées ou poursuivies au cours de l'exercice écoulé avec des entreprises ayant avec la vôtre des dirigeants communs présentaient le caractère d'opérations courantes conclues à des conditions normales et qu'elles étaient, de ce fait, dispensées de la procédure d'autorisation préalable.

Il appartient à votre assemblée de statuer sur les conventions et opérations relatées dans le présent rapport.

Paris, le 31 mars 1984

Daniel Dudon — Edouard Salustro

Commissaires aux comptes
Membres des Compagnies Régionales
de Paris et Versailles

# Filiales et participations

## FILIALES AU 31.12.83

**Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières Esso REP**
Capital : F 38 610 000.
Participation : 88,98 %.
Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production atteint 972 000 t d'hydrocarbures liquides et 57 millions de $m^3$ de gaz en 1983.
Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à F 587,8 millions en 1983.

**Worex Distribution - WD**
Capital : F 10 320 500.
Participation : 99,96 %.
Activités : distribution de combustibles liquides et solides.
En 1983 son chiffre d'affaires h.t. atteint F 3761 millions dont F 3716 millions correspondant à des ventes de produits pétroliers.

**Office Privé d'Assurances et de Courtages O.P.A.C.**
Capital : F 200 000.
Participation : 98 %.
Activités : négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du groupe Esso en France et de leur personnel.
Les courtages reçus en 1983 représentent environ F 7 millions.

**Société Immobilière Paris-Niel**
Capital : F 518 520.
Participation : 98,96 %.
Activités : location de stations-service.
Immobilisations : F 6,3 millions.

**Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales.**
Capital : F 100 000.
Participation : 98 %.
Activités : gestion de cartes de crédit et tickets-route.

**Société Hotelière de la Petite Campagne.**
Capital : F 20 000.
Participation : 95 %.
Activités : exploitation d'un hôtel destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

## AUTRES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

**Société de la Raffinerie de Lorraine.**
Exploitation d'une raffinerie à Hauconcourt (arrêtée en 1982).
Participation : 40 %.

**Raffinerie du Midi.**
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation : 33,33 %.

**Dépôts de Pétrole Côtiers**
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation : 21,20 %.

**Dépôts Pétroliers de la Corse.**
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation : 18 %.

**Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers.**
Réception, stockage et réexpédition de fuel et gazole.
Participation : 15,39 %.

**Société Géobutane Lavéra**
Exploitation d'un centre de stockage souterrain de gaz de pétrole liquéfié.
Participation : 11,59 %.

**Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône.**
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Méditerranée à la vallée du Rhône.
Participation : 14,17 %.

**Société du Dépôt Pétrolier d'Hauconcourt.**
Exploitation d'un dépôt de produits pétroliers.
Participation : 40 %.

**SOCDI.**
Société holding d'un centre de destruction de déchets industriels du bassin Basse-Seine-Normandie.
Participation : 16,64 %.

**Société de Transports Pétroliers par Pipe-line (TRAPIL).**
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Basse-Seine à la région parisienne.
Participation : 7,99 %.

**Géomines-Caen.**
Exploitation d'un stockage souterrain de produits pétroliers à May-sur-Orne.
Participation : 14 %.

**Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA).**
Construction et exploitation d'"Hydrant Systems" aux aéroports d'Orly et de Roissy.
Participation : 16,66 %.

| FILIALES ET PARTICIPATIONS<br>francs | capital | réserves | quote-part du capital détenu (en %) | valeurs d'inventaire des titres détenus | prêts et avances consentis par la société et non remboursés | montant des cautions et avals fournis par la société | chiffre d'affaires du dernier exercice | bénéfice net (ou perte) du dernier exercice | dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **A - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.** | | | | | | | | | |
| 1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par Esso S.A.F.) | | | | | | | | | |
| – Esso REP | 38 610 000 | 264 926 640 | 88,98 | 391 517 250 | – | – | 1 735 983 073 | 587 816 849 | 421 632 000 |
| – Worex Distribution | 10 320 500 | 60 528 888 | 99,96 | 55 017 228 | 348 320 029 | 1 376 610 | 3 761 267 250 | 3 733 691 | – |
| 2. Participations (10 à 50 % du capital) | | | | | | | | | |
| – Raffinerie du Midi | 22 500 000 | 44 744 585 | 33,33 | 18 300 000 | 8 324 696 | 4 284 000 | 38 469 598 | 2 609 475 | – |
| – Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône | 65 000 000 | 29 763 949 | 14,17 | 11 600 000 | – | – | 125 226 118 | 10 320 219 | 432 804 |
| – Société de la Raffinerie de Lorraine | 50 000 000 | 5 372 246 | 40,00 | 10 709 000 | – | – | 4 300 784 | (29 377 525) | – |
| **B - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations** | | | | | | | | | |
| 1. Filiales françaises | | | | 5 656 734 | 121 464 936 | – | | | 1 672 306 |
| 2. Participations dans les sociétés françaises | | | | 44 901 232 | 30 421 308 | 14 421 000 | | | 2 820 230 |

# Données financières

## RESUME DES RESULTATS D'ESSO S.A.F. EN 1983

| | millions de francs |
|---|---|
| chiffre d'affaires commercial hors taxes | 26 229 |
| autres recettes y compris transactions compensées | 11 452 |
| produits financiers et accessoires (hors dividende Esso REP) | 195 |
| • recettes totales hors taxes et hors dividende Esso REP | 37 876 |
| achats de l'exercice | 21 071 |
| autres charges y compris transactions compensées | 15 613 |
| dotation aux amortissements (dont 21 sur écart de réévaluation) | 319 |
| • charges d'exploitation globales | – 37 003 |
| • variation de la valeur des stocks | – 1 599* |
| • résultat du compte d'exploitation avant dividende Esso REP | – 726 |
| • réintégration de provision pour fluctuation des cours (PFC) : | |
| – pour diminution de valeur des stocks à volume constant | 100 |
| – pour baisse du volume des stocks | 580 |
| • pertes et profits divers | – 42 |
| • résultat propre aux activités d'Esso S.A.F. | – 88 |
| • dividende reçu d'Esso REP | 422 |
| **• résultat net** | **334** |

* dont – F 100 millions d'effet prix à volume constant et – F 1 499 millions résultant d'une diminution du volume des stocks.

### Résultats des activités courantes raffinage/distribution :

| | 1982 | 1983 |
|---|---|---|
| résultat propre aux activités d'Esso S.A.F. | – 432 | – 88 |
| déduction de la PFC réintégrée | – | – 680 |
| élimination de l'effet prix sur stocks | – 1 415 | 100 |
| **résultat des activités courantes raffinage/distribution** | **– 1 847** | **– 668** |

## ANALYSE FINANCIERE ET COEFFICIENTS

| | millions de francs | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A | immobilisations | 6 731 | 7 111 | 7 517 | 7 554 | 7 640 |
| B | amortissements | 4 741 | 5 090 | 5 553 | 5 469 | 5 628 |
| C | immobilisations (valeur nette) (A – B) | 1 990 | 2 021 | 1 964 | 2 085 | 2 012 |
| D | autres valeurs immobilisées | 671 | 661 | 693 | 699 | 676 |
| E | actif immobilisé (C + D) | 2 661 | 2 682 | 2 657 | 2 784 | 2 688 |
| F | valeurs d'exploitation | 4 230 | 5 459 | 8 657 | 8 572 | 6 973 |
| G | valeurs réalisables à court terme et disponibles | 2 925 | 3 389 | 3 454 | 3 138 | 3 088 |
| H | actif circulant (F + G) | 7 155 | 8 848 | 12 111 | 11 710 | 10 061 |
| I | **actif total** (E + H) | 9 816 | 11 530 | 14 768 | 14 494 | 12 749 |
| J | capitaux propres, réserves et provisions | 4 755 | 6 299 | 7 398 | 7 151 | 6 550 |
| K | dettes à long terme | 498 | 535 | 1 119 | 1 439 | 516 |
| L | dettes à court terme | 4 563 | 4 696 | 6 251 | 5 904 | 5 683 |
| M | **passif total** (J + K + L) | 9 816 | 11 530 | 14 768 | 14 494 | 12 749 |
| N | fonds de roulement (H – L) | 2 592 | 4 152 | 5 860 | 5 806 | 4 378 |
| O | chiffre d'affaires commercial hors taxes | 14 880 | 20 215 | 27 479 | 26 917 | 26 229 |
| P | **résultat net** | **199** | **266** | **242** | **– 54** | **334** |
| Q | marge brute d'autofinancement | | | | | |
| | • comptable | 1 790 | 2 159 | 1 850 | 234 | – 27 |
| | • corrigée de l'augmentation en valeur des stocks à volume constant | 378 | 542 | – 355 | – 1 181 | 73 |
| 1 | liquidité $\frac{H}{L}$ | 1,57 | 1,88 | 1,94 | 1,98 | 1,77 |
| 2 | marge nette (hors taxes) $\frac{100 \times P}{O}$ | 1,34 | 1,32 | 0,88 | – | 1,27 |
| 3 | endettement total $\frac{K + L}{M}$ | 0,52 | 0,45 | 0,50 | 0,51 | 0,49 |
| 4 | rentabilité $\frac{100 \times P}{J}$ | 4,19 | 4,22 | 3,27 | – | 5,10 |

## DEPENSES D'IMMOBILISATIONS

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 |
|---|---|---|---|---|---|
| raffinage et laboratoires | 384,6 | 332,7 | 303,0 | 214,0 | 102,7 |
| distribution et transports intérieurs | 124,2 | 111,9 | 126,4 | 113,0 | 129,5 |
| transports maritimes | 14,5 | 53,7 | 22,7 | 45,0 | 16,0 |
| administratif | 9,5 | 15,1 | 12,2 | 17,0 | 11,2 |
| total Esso S.A.F. | 532,8 | 513,4 | 464,3 | 389,0 | 259,4 |
| G.I.E. Esso Energie* (part Esso S.A.F.) | 0,8 | 0,6 | 2,6 | 1,3 | 1,7 |
| **total** | **533,6** | **514,0** | **466,9** | **390,3** | **261,1** |

* Le G.I.E. Esso Energie a été constitué entre Esso S.A.F. Esso Chimie et SOCABU pour doter les installations de ces trois sociétés à Port-Jérôme d'une centrale moderne de génération de vapeur et d'électricité.

## ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

| | 1981 | | 1982 | | 1983 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | millions de francs | % | millions de francs | % | millions de francs | % |
| gaz liquéfiés | 779,4 | 2,8 | 843,5 | 3,1 | 855,9 | 3,3 |
| carburants auto | 6 153,6 | 22,4 | 6 262,3 | 23,3 | 6 449,5 | 24,6 |
| pétrole, essence aviation et carburéacteur | 1 748,5 | 6,4 | 1 960,8 | 7,3 | 1 818,2 | 6,9 |
| gazole | 3 603,2 | 13,1 | 3 701,2 | 13,7 | 3 276,3 | 12,5 |
| fuel domestique | 5 250,4 | 19,1 | 5 268,4 | 19,6 | 5 411,0 | 20,6 |
| fuels lourds | 4 869,3 | 17,7 | 4 062,3 | 15,1 | 3 809,6 | 14,5 |
| lubrifiants | 1 467,0 | 5,4 | 1 548,6 | 5,7 | 1 664,3 | 6,4 |
| bitumes et émulsions | 634,3 | 2,3 | 664,5 | 2,5 | 707,5 | 2,7 |
| autres produits | 2 973,7 | 10,8 | 2 605,4 | 9,7 | 2 236,6 | 8,5 |
| chiffre d'affaires commercial hors taxes | 27 479,4 | 100,0 | 26 917,0 | 100,0 | 26 228,9 | 100,0 |
| prestations de service hors taxes | 504,0 | | 441,7 | | 425,5 | |
| chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées exclues | 27 983,4 | | 27 358,7 | | 26 654,4 | |
| transactions compensées avec d'autres sociétés pétrolières | 9 765,8 | | 9 994,1 | | 11 026,7 | |
| chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées incluses | 37 749,2 | | 37 352,8 | | 37 681,1 | |
| taxe intérieure | 5 830,5 | | 6 358,6 | | 6 733,2 | |
| chiffre d'affaires, taxe intérieure comprise, hors T.V.A. | 43 579,7 | | 43 711,4 | | 44 414,3 | |

## RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERES ANNEES

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 |
|---|---|---|---|---|---|
| **1. Situation financière en fin d'exercice** | | | | | |
| a) capital social | 595 898 000 | 595 898 000 | 595 898 000 | 595 898 000 | 595 898 000 |
| b) nombre d'actions émises | 11 917 960 | 11 917 960 | 11 917 960 | 11 917 960 | 11 917 960* |
| c) nombre d'obligations convertibles en actions | – | – | – | – | – |
| **2. Résultat global des opérations effectives** | | | | | |
| a) chiffre d'affaires hors taxes (milliers de F) | | | | | |
| – transactions compensées exclues | 15 379 949 | 20 613 595 | 27 983 384 | 27 358 704 | 26 654 405 |
| – transactions compensées incluses | 20 637 302 | 29 631 261 | 37 749 240 | 37 352 779 | 37 681 051 |
| b) bénéfice avant impôts, amortissements et provisions | 212 482 939 | 2555 262 478 | 1960 249 997 | 305 918 074 | 714 894 369 |
| c) impôts sur les bénéfices | 323 939 424 | 240 465 734 | 763 073 | – | – |
| d) bénéfice, ou (perte) après impôts amortissements et provisions | 199 218 996 | 266 036 383 | 242 048 000 | (54 030 756) | 334 227 835 |
| e) montant des bénéfices distribués | 143 015 520 | 238 359 200 | 238 359 200 | 238 359 200 | 238 359 200** |
| **3. Résultat des opérations réduit à une seule action** | | | | | |
| a) bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions | 158,46 | 194,23 | 164,41 | 25,67 | 59,98 |
| b) bénéfice ou (perte) après impôts, amortissements et provisions | 16,72 | 22,32 | 20,31 | (4,53) | 28,04 |
| c) dividende versé à chaque action avec avoir fiscal | 18,00 | 30,00 | 30,00 | 30,00 | 30,00** |
| **4. Personnel** | | | | | |
| a) nombre de salariés | 4 607 | 4 510 | 4 395 | 4 170 | 3 939 |
| b) montant de la masse salariale | 546 527 000 | 618 170 000 | 681 820 000 | 746 256 000 | 807 575 000 |
| c) montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres spéciales, etc.) | 211 811 000 | 244 121 000 | 285 999 000 | 337 225 000 | 369 803 000 |

*Actions détenues pour 81,55 % par Exxon Corp
**Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration



# Exercice 1983 Esso S.A.F.

| compte d'exploitation générale | milliers de francs |
|---|---|
| **débit** | |
| stocks au début de l'exercice | 8 572 448 |
| achats de matières et marchandises | 32 480 227 |
| frais de personnel | 1 177 378 |
| impôts et taxes | 6 928 820 |
| travaux, fournitures et services extérieurs | 1 508 359 |
| transports et déplacements | 759 822 |
| frais divers de gestion | 232 955 |
| frais financiers | 300 909 |
| dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements | 318 828 |
| dotations de l'exercice aux comptes de provisions | 28 470 |
| **total** | **52 308 216** |
| **crédit** | |
| stocks à la fin de l'exercice | 6 973 496 |
| ventes de marchandises, produits finis et prestations de service (directement liées à l'activité pétrolière) | 44 414 285 |
| subventions d'exploitation reçues | 563 |
| ventes de déchets et ventes diverses | 291 |
| ristournes, rabais et remises | 2 009 |
| produits accessoires | 115 893 |
| produits financiers | 488 625 |
| travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice | 10 015 |
| **perte d'exploitation** | **303 039** |
| **total** | **52 308 216** |

| compte de pertes et profits | |
|---|---|
| **débit** | |
| perte d'exploitation | 303 039 |
| participation des salariés | 18 300 |
| pertes sur exercices antérieurs | 1 808 |
| pertes exceptionnelles | 58 613 |
| dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation ou exceptionnelles | 15 068 |
| **bénéfice net** | **334 228** |
| **total** | **731 056** |
| **crédit** | |
| profits sur exercices antérieurs | 690 482 |
| profits exceptionnels | 14 361 |
| profits résultant de subventions d'équipement | 3 132 |
| profits résultant de la réintégration de la provision spéciale de réévaluation | 23 081 |
| **total** | **731 056** |

| milliers de francs | actif | montant brut | amortissements dépréciations | montant net |
|---|---|---|---|---|
| valeurs immobilisées 2 687 321 | **frais d'établissement** | | | |
| | prime de remboursement des obligations | 2 359 | 1 386 | 973 |
| | **immobilisations** | | | |
| | terrains | 384 865 | 13 283 | 371 582 |
| | constructions et ouvrages d'infrastructure | 1 117 522 | 849 690 | 267 832 |
| | installations complexes spécialisées | 3 332 990 | 2 577 337 | 755 653 |
| | matériel et outillage | 616 141 | 374 270 | 241 871 |
| | matériel de transport | 1 526 662 | 1 466 698 | 59 964 |
| | autres immobilisations corporelles | 375 820 | 259 794 | 116 026 |
| | pipeline | 92 610 | 77 568 | 15 042 |
| | immobilisations incorporelles | 32 647 | 8 623 | 24 024 |
| | immobilisations en cours | 158 846 | — | 158 846 |
| | **total** | **7 638 103** | **5 627 263** | **2 010 840** |
| | **autres valeurs immobilisées** | | | |
| | prêts et autres créances à plus d'un an | 87 914 | — | 87 914 |
| | titres de participation | 559 537 | 21 835 | 537 702 |
| | dépôts et cautionnements | 6 451 | — | 6 451 |
| | compte de régularisation: actif à plus d'un an | 43 441 | — | 43 441 |
| | **total** | **697 343** | **21 835** | **675 508** |
| **actif circulant 10 061 869** | **valeurs d'exploitation** | | | |
| stocks 6 973 496 | marchandises | 18 549 | — | 18 549 |
| | matières premières | 3 002 112 | — | 3 002 112 |
| | matières consommables | 45 385 | 114 | 45 271 |
| | produits finis | 2 773 064 | — | 2 773 064 |
| | produits en cours | 1 120 517 | — | 1 120 517 |
| | emballages commerciaux | 13 983 | — | 13 983 |
| | **total** | **6 973 610** | **114** | **6 973 496** |
| comptes de tiers 2 698 479 | **valeurs réalisables à court terme ou disponibles** | | | |
| | fournisseurs, avances et acomptes versés | 29 259 | — | 29 259 |
| | clients | 2 013 154 | 128 369 | 1 884 785 |
| | autres débiteurs | 732 273 | 2 275 | 729 998 |
| | compte de régularisation: actif | 54 437 | — | 54 437 |
| comptes financiers 389 894 | prêts à moins d'un an | 6 436 | — | 6 436 |
| | effets à recevoir | 222 106 | — | 222 106 |
| | chèques et autres valeurs à encaisser | 153 068 | — | 153 068 |
| | banques et chèques postaux | 8 109 | — | 8 109 |
| | caisse | 175 | — | 175 |
| | **total** | **3 219 017** | **130 644** | **3 088 373** |
| | **total général:** | | | **12 749 190** |



| | passif | montant net |
|---|---|---|
| patrimoine social et provisions assimilées 6 215 926 | **capital propre et réserves** | |
| | capital social | 595 898 |
| | prime d'émission et de fusion | 66 363 |
| | réserve légale | 59 590 |
| | plus-values à long terme | 48 881 |
| | réserve de renouvellement du stock indispensable | 2 508 |
| | **total** | **773 240** |
| | écart de réévaluation: | |
| | réserve spéciale de réévaluation | 540 430 |
| | provision spéciale de réévaluation | 84 132 |
| | **total** | **624 562** |
| | **situation nette** (avant résultats) | **1 397 802** |
| | **provisions non réglementées** | |
| | provision complémentaire pour renouvellement des stocks | **300 000** |
| | **provisions réglementées** | |
| | provision pour fluctuation des cours des mat. premières | 4 241 758 |
| | provision pour investissement | 38 150 |
| | provision pour hausse des prix | 6 646 |
| | **total** | **4 286 554** |
| | **subventions d'équipement reçues** | |
| | subventions reçues | 16 421 |
| | moins: subventions inscrites à pertes et profits | 12 924 |
| | **différence** | **3 497** |
| | **provisions pour pertes et charges** | |
| | provision pour retraites obligatoires du personnel | 211 274 |
| | provision pour impôts différés | 4 499 |
| | provision pour départs anticipés | 12 300 |
| | **total** | **228 073** |
| passif envers les tiers 6 199 036 | **dettes à long et moyen terme** | |
| | emprunts à plus d'un an | 515 433 |
| | autres dettes à plus d'un an | 279 |
| | **total** | **515 712** |
| | **dettes à court terme** | |
| | fournisseurs | 689 601 |
| | clients: avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 32 233 |
| | autres créanciers | 3 955 659 |
| | comptes de régularisation: passif | 463 298 |
| | emprunts à moins d'un an | 30 402 |
| | effets à payer | 180 900 |
| | banques créditrices | 331 231 |
| | **total** | **5 683 324** |
| | **résultats:** bénéfice de l'exercice | **334 228** |
| | **total général:** | **12 749 190** |

# Bilan au 31 décembre 1983 Esso S.A.F.

*avals, cautions, garanties et autres engagements donnés : 3 120 159*

*avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 1 714 370*

# Bilan consolidé au 31 décembre 1983 Esso S.A.F. et Esso REP

| millions de francs | actif | montant brut | amortissements dépréciations | montant net |
|---|---|---|---|---|
| valeurs immobilisées 2 994,2 | **frais d'établissement** | | | |
| | prime de remboursement des obligations | 2,4 | 1,4 | 1,0 |
| | **immobilisations** | | | |
| | terrains | 386,1 | 13,3 | 372,8 |
| | travaux souterrains et sondages | 891,8 | 579,8 | 312,0 |
| | constructions et ouvrages d'infrastructures | 1 156,9 | 862,8 | 294,1 |
| | installations complexes spécialisées | 3 333,0 | 2 577,3 | 755,7 |
| | matériel et outillage | 655,8 | 404,5 | 251,3 |
| | matériel de transport | 1 537,3 | 1 474,5 | 62,8 |
| | autres immobilisations corporelles | 929,5 | 582,9 | 346,6 |
| | pipeline | 117,7 | 100,0 | 17,7 |
| | immobilisations incorporelles | 33,2 | 9,2 | 24,0 |
| | frais de recherches | 189,3 | 189,3 | - |
| | puits secs | 139,3 | 139,3 | - |
| | immobilisations en cours | 269,4 | — | 269,4 |
| | **total** | **9 639,3** | **6 932,9** | **2 706,4** |
| | **autres valeurs immobilisées** | | | |
| | prêts et autres créances à plus d'un an | 90,3 | — | 90,3 |
| | titres de participation | 168,0 | 21,8 | 146,2 |
| | dépôts et cautionnements | 6,9 | — | 6,9 |
| | comptes de régularisation: actif à plus d'un an | 43,4 | — | 43,4 |
| | **total** | **308,6** | **21,8** | **286,8** |
| actif circulant 9 977,3 | **valeurs d'exploitation** | | | |
| | marchandises | 18,5 | — | 18,5 |
| stocks 6 723,7 | matières premières (pétrole brut) | 2 880,0 | — | 2 880,0 |
| | matières consommables | 82,7 | 0,1 | 82,6 |
| | produits finis | 2 654,8 | — | 2 654,8 |
| | produits en cours | 1 073,8 | — | 1 073,8 |
| | emballages commerciaux | 14,0 | — | 14,0 |
| | **total** | **6 723,8** | **0,1** | **6 723,7** |
| comptes de tiers 2 768,0 | **valeurs réalisables à court terme ou disponibles** | | | |
| | fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes | 29,3 | — | 29,3 |
| | clients | 2 026,4 | 128,4 | 1 898,0 |
| | autres débiteurs | 786,3 | 2,3 | 784,0 |
| | comptes de régularisation: actif | 56,7 | — | 56,7 |
| comptes financiers 485,6 | prêts à moins d'un an | 102,1 | — | 102,1 |
| | effets à recevoir | 222,1 | — | 222,1 |
| | chèques et autres valeurs à encaisser | 153,1 | — | 153,1 |
| | banques et chèques postaux | 8,1 | — | 8,1 |
| | caisse | 0,2 | — | 0,2 |
| | **total** | **3 384,3** | **130,7** | **3 253,6** |
| | **total général :** | **20 058,4** | **7 086,9** | **12 971,5** |

| | passif | montant net | |
|---|---|---|---|
| capitaux permanents 7 195,9 | **capital propre et réserves** | | patrimoine social et provisions assimilées 6 680,2 |
| | capital social | 595,9 | |
| | prime d'émission et de fusions | 70,5 | |
| | réserve légale | 62,7 | |
| | plus-values à long terme | 49,5 | |
| | réserve de renouvellement du stock indispensable | 3,9 | |
| | réserve spéciale de réévaluation | 196,3 | |
| | provision spéciale de réévaluation | 84,7 | |
| | **total** | **1 063,5** | |
| | **report à nouveau** | **380,7** | |
| | **situation nette** (avant résultats de l'exercice) | **1 444,2** | |
| | **provisions non réglementées** | **300,0** | |
| | **provisions réglementées** | | |
| | provision pour fluctuation des cours des matières premières | 4 241,8 | |
| | provision pour investissement | 43,9 | |
| | provision pour reconstitution des gisements | 400,5 | |
| | provision pour hausse des prix | 6,6 | |
| | **total** | **4 692,8** | |
| | **subventions d'équipement reçues** | **3,5** | |
| | **provisions pour pertes et charges** | **239,7** | |
| | **dettes à long terme** | | passif envers les tiers 5 803,3 |
| | emprunts à plus d'un an | 515,4 | |
| | autres dettes à plus d'un an | 0,3 | |
| | **total** | **515,7** | |
| comptes de tiers 4 701,7 | **dettes à court terme** | | |
| | fournisseurs | 742,3 | |
| | clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 32,2 | |
| | autres créanciers | 3 266,6 | |
| | redevance sur production d'huile brute | 34,3 | |
| | comptes de régularisation : passif | 626,3 | |
| comptes financiers 585,9 | emprunts à moins d'un an | 30,4 | |
| | effets à payer | 180,9 | |
| | banques créditrices | 374,6 | |
| | **total** | **5 287,6** | |
| | **résultats :** bénéfice de l'exercice (part des actionnaires d'Esso S.A.F.) | **389,7** | |
| | intérêts minoritaires (part dans résultats et situation nette) | 98,3 | |
| | **total général :** | **12 971,5** | |

*avals, cautions, garanties et autres engagements donnés : 3 120,2*

*avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 1 717,9*

# Exercice 1983 Esso S.A.F. et Esso REP consolidés

| compte d'exploitation générale | millions de francs |
|---|---|
| **débit** | |
| stocks au début de l'exercice | 8 307,8 |
| achats de matières et de marchandises | 30 840,6 |
| frais de personnel | 1 295,1 |
| impôts et taxes | 7 149,7 |
| impôts sur dividende Esso REP | 78,2 |
| travaux, fournitures et services extérieurs | 1 768,5 |
| transports et déplacements | 788,5 |
| frais divers de gestion | 241,1 |
| frais financiers | 238,0 |
| dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements | 511,4 |
| dotations de l'exercice aux comptes de provisions | 32,3 |
| **bénéfice d'exploitation** | **411,6** |
| **total** | **51 662,8** |
| **crédit** | |
| stocks à la fin de l'exercice | 6 723,6 |
| ventes de marchandises et produits finis, prestations de service (directement liées à l'activité pétrolière) | 44 499,1 |
| ristournes, rabais et remises | 2,0 |
| produits accessoires | 133,9 |
| produits financiers | 76,8 |
| travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice | 227,4 |
| **total** | **51 662,8** |

| compte de pertes et profits | |
|---|---|
| **débit** | |
| participation des salariés | 23,5 |
| pertes sur exercices antérieurs | 1,8 |
| pertes exceptionnelles | 68,6 |
| dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation ou exceptionnelles : | |
| – provision pour reconstitution des gisements | 400,5 |
| – autres dotations | 15,8 |
| charges d'exploration | 328,6 |
| impôts sur les bénéfices | 256,2 |
| **bénéfice net consolidé** | |
| **– quote-part des actionnaires d'Esso S.A.F.** | **389,7** |
| – quote-part des intérêts minoritaires des tiers dans Esso REP | 64,8 |
| **total** | **1 549,5** |
| **crédit** | |
| bénéfice d'exploitation de l'exercice | 411,6 |
| profits sur exercices antérieurs | 692,3 |
| provision pour reconstitution des gisements devenue disponible | 401,3 |
| profits exceptionnels | 17,9 |
| profits résultant de subventions d'équipement | 3,1 |
| profits résultant de la réintégration de la provision spéciale de réévaluation | 23,3 |
| **total** | **1 549,5** |

# Les administrateurs d'Esso S.A.F.

**Henri Lamaison**
Président d'Honneur
54, rue du Ranelagh
75016 Paris
Administrateur de :
Esso Chimie.

**Michel Kopff**
Président-Directeur Général
1, place Chancelier-Adenauer
75016 Paris
Administrateur de :
Esso REP,
Esso Chimie,
Esso Europe Inc.,
Esso Africa Inc.

**Louis Chaperon**
Administrateur
28, rue Pauline-Borghèse
92200 Neuilly-sur-Seine
Administrateur de :
Esso Chimie,
Société du Caoutchouc Butyl (Socabu).

**Jean-Louis Pilliard**
Administrateur
34, rue du Docteur-Blanche
75016 Paris
Président-Directeur Général de :
La Radiotechnique,
R.T.C. La Radiotechnique Compelec.
Président du Conseil d'Administration de :
Sopad Nestlé.
Administrateur de :
Barclays Bank S.A.,
Electro Banque,
Le Métal Déployé.

**Gustave Rambaud**
Administrateur
31, avenue Georges-Mandel
75016 Paris
Président de :
Banque de Paris et des Pays-Bas N.V. (Hollande)
Banque Sudameris.
Vice-Président de :
Chiers-Châtillon,
Nord Est,
Magnésia.
Administrateur-Directeur Général de :
Opti-Paribas.
Administrateur de :
Banque Paribas Belgique, S.A.,
Banque de Paris et des Pays-Bas-Suisse, S.A.,
Fives-Cail-Babcock,
Cie de Fives-Lille,
Norsk-Hydro, A.S.,
Compagnie Belge de Participation Paribas Cobépa,
Erbé, S.A.,
Vallourec.
Membre du Conseil de Surveillance de :
Compagnie Bancaire.

**Jean Rauzier**
Administrateur
5, avenue Curie
92370 Chaville.
Membre du Conseil de Surveillance de :
Société A. Petit.

**Claude Roux**
Administrateur
15, boulevard Jules-Sandeau
75016 Paris
Administrateur de :
Société de la Raffinerie de Lorraine,
Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine.